

le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associativisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

N° 538

Août-Sept.-Oct. 2020

56^e année - 1 € / 3 CHF /
£1,5 / 60 DA / 0,5 DT / 20
DH / 500 F CFA / 1,5 \$ CA

DANS CE NUMERO

- Après l'assassinat de Samuel Paty
- Non au couvre-feu ! Non au retour de l'«état d'urgence sanitaire» !
- Espagne. La bourgeoisie nationale et régionale déclare la guerre au prolétariat
- Beyrouth : le capitalisme est l'assassin
- Farce électorale, répression et grèves en Biélorussie
- Sur la nature des événements en Biélorussie
- Les craintes de la Banque Mondiale pour la démocratie
- La CWO-TCI renie la dictature de classe
- Claudio

Belgique : un nouveau gouvernement pour une même politique anti-ouvrière

Depuis le premier octobre, 16 mois après les élections, la Belgique a enfin réussi à trouver un nouveau gouvernement, dirigé par le Libéral flamand De Croo – bien que les Socialistes soient les plus nombreux au Parlement. Le président du PS Paul Magnette a déclaré à ce sujet lors d'une Conférence de presse que ce choix avait été décidé à pile ou face ; c'était une boutade, mais qui exprimait une réalité profonde : de « droite » ou de « gauche » et malgré leurs rivalités, ces politiciens sont fondamentalement des serviteurs du capitalisme et à ce titre ils sont interchangeable. D'autre part le fait que le pays ait été dirigé par un gouvernement non élu pendant toute cette période, marquée de plus par une crise sans précédent, est une démonstration de ce que sont vraiment les élections et la démocratie bourgeoise : une feuille de vigne pour masquer la **domination capitaliste**, dont la

(Suite en page 17)

Dans le «monde d'après» la pandémie, rien ne sera-t-il plus comme avant?

L'épidémie de Covid-19 a officiellement éclaté entre décembre 2019 et janvier 2020 en Chine, mais elle s'y propageait déjà depuis plus d'un mois. A partir de fin février, l'Italie connaissait les premiers cas graves de Covid-19, notamment en Lombardie (la région italienne la plus industrialisée) ; elle a été suivie par l'Allemagne, la France, l'Espagne, la Grande-Bretagne, puis par les États-Unis et l'Amérique Latine tandis qu'en Asie la Corée du Sud avait été touchée après la Chine et, avant que l'épidémie gagne l'Inde, Singapour, l'Indonésie, le Japon, etc.

Les classes dirigeantes bourgeoises, en particulier dans les pays où l'épidémie s'est répandue le plus vite, ont reconnu qu'elles n'étaient absolument pas préparées à y faire face et qu'elles n'en savaient pas assez sur les caractéristiques de ce nouveau virus – encore moins sur comment il est passé d'animaux sauvages à l'homme ; elles ont réagi de manière absolument confuse, hésitante et contradictoire, en commençant cependant par cacher sa propagation initiale et en ridiculisant, calomniant ou réprimant les médecins et virologues qui avaient sonné l'alarme, comme cela s'est passé en Chine, où la même chose s'était

déjà produite en 2002 lors de la première épidémie de coronavirus (Sars-CoV). Mais devant l'engorgement soudain des urgences hospitalières avec des centaines et des milliers de personnes malades, face aux premières dizaines de décès, les autorités n'ont pu que constater la réalité d'une épidémie qui pouvait mettre en difficulté la gestion sociale du pays et qui pouvait avoir de lourdes repercussions sur l'économie. Cela a conduit les gouvernements à essayer d'abord de parer à une situation qui s'aggravait de plus en plus, mettant tous les

(Suite en page 10)

Un plan de relance de l'exploitation capitaliste

Le gouvernement a annoncé le 3 septembre un plan de relance de l'économie dont le montant est «historique» (même si le chiffre est un peu gonflé pour faire impression): cent milliards d'euros. Lors de la grande récession de 2008, le gouvernement Sarkozy avait élaboré un plan de relance de 26 milliards, soit grosso modo 4 fois moins (1)!

Cette différence reflète la différence de gravité des deux crises. Il faut lui ajouter des dépenses d'urgence évaluées par le gouvernement à 464 milliards d'euros (environ 20% du PIB), étant compris dans cette somme globale des prêts, des garanties de l'Etat, etc. et pas seulement de l'argent dépensé comme par exemple le financement du chômage partiel. Cela donne une idée de l'importance de l'effort de l'Etat pour secourir l'économie capitaliste. Quand il y a le

feu on ne lésine pas sur les efforts pour éteindre l'incendie, ou au moins pour éviter qu'il se propage.

Et le feu à l'économie capitaliste est bel et bien là: en présentant ces diverses mesures, le ministre de l'économie a déclaré que selon les prévisions gouvernementales, l'économie devrait enregistrer une baisse sans précédent de 11% cette année et que 800 000 emplois «au minimum» devraient disparaître (2). Les prolétaires vont donc ressentir tout le poids de la crise en termes d'emplois.

En fait ils le ressentent déjà, d'une part avec les baisses de salaire pour ceux qui ont été mis en chômage partiel et avec des pertes d'emploi pour ceux qui sont frappés par les plans sociaux et autres fermetures d'entreprises qui

(Suite en page 2)

Un plan de relance de l'exploitation capitaliste

(Suite de la page 1)

défrayent ou non la chronique. Bridgestone, General Electric, Auchan, Mecachrome, Airbus, Valeo, Renault, etc., à toutes ces grandes entreprises, s'ajoutent les faillites et licenciements dans les petites entreprises dont le nombre n'est pas connu, la diminution drastique des embauches (-51% par rapport à l'année dernière selon les chiffres de fin juillet), le non-renouvellement des CDD. Résultat immédiat: un million de personnes sont passées sous le seuil de pauvreté depuis le début de la crise, souvent après avoir perdu un travail déjà précaire (3).

On comprend pourquoi le pendant du plan de relance concocté avec le patronat (*«c'est globalement ce que nous avions demandé»*, dit le président du MEDEF) (4) est la prolongation de l'«état d'urgence sanitaire» jusqu'au premier avril (ce n'est pas une blague) – ce qui a même provoqué une – bien timide! – protestation de la Défenseuse des Droits: elle y a vu un *«risque [!] d'une atteinte disproportionnée [!] aux droits et aux libertés»*... Il s'agit

en réalité pour le gouvernement de se donner les moyens légaux supplémentaires pour interdire et réprimer des probables manifestations de colère des prolétaires, en utilisant le prétexte de la protection de la santé publique. De même la campagne contre le «séparatisme» est une **relance** de l'action et la propagande constante pour diviser la classe ouvrière en présentant les populations arabes comme une menace. Dans une allocution au mois de juin, Macron, tout en se proclamant anti raciste, a dénoncé, à propos des manifestations qui ont suivi le meurtre du Noir américain Georges Floyd, un anti-racisme *«dévoté»* qui promet *«une réécriture fautive du passé»* en dénonçant certains crimes de l'Etat français (esclavage, colonialisme) et il a appelé à l'union *«autour du patriotisme républicain»*. Mais c'est en réalité la bourgeoisie qui depuis toujours réécrit l'histoire à son profit!

A cette union interclassiste autour de la bourgeoisie et de son Etat, les prolétaires devront répondre par l'union de classe, par-dessus toutes les divisions savamment instillées par les autorités et

les médias, dans la lutte contre le capitalisme et l'Etat bourgeois!

* * *

Le gouvernement français n'est pas le seul à prévoir des plans aux montants pharamineux: l'Allemagne a annoncé un plan de 130 milliards, l'Europe un plan de 750 milliards (dans sa plus grande partie sous forme de prêt) dont les premiers bénéficiaires devraient être l'Espagne et l'Italie, alors que la Grande Bretagne, toujours adepte du libéralisme économique se contente d'un plan de 35 milliards.

Aux Etats-Unis un plan de relance de 1800 milliards de dollars (1500 milliards d'euros soit près de 2,5 fois plus que son équivalent de 2008) avait été adopté dans l'urgence fin mars; et un plan supplémentaire de 300 milliards de dollars (un peu plus de 250 milliards d'euros) est en discussion serrée depuis plusieurs mois entre Démocrates et Républicains, les premiers voulant un montant supérieur; fin juin le gouvernement chinois avait annoncé un plan de relance d'environ 500 milliards d'euros (du même ordre que celui décidé lors de la

Après l'assassinat de Samuel Paty

Non à l'union nationale !

Non à la défense des «valeurs de la République» !

Le sordide assassinat de Samuel Paty, ce professeur tué et décapité par un fanatique parce qu'il avait montré une caricature de Mahomet dans un cours d'«Enseignement moral et civique», a suscité l'horreur et l'indignation générales.

Cette réaction a été relayée et amplifiée par tous les médias. En quelques heures une véritable campagne médiatico-politique de grande ampleur a ainsi vu le jour, orientant les tensions et les frustrations nées de la situation actuelle, non contre un «ennemi invisible» mais contre un ennemi bien visible, en chair et en os : le terroriste islamiste.

Cet assassinat tombe à pic pour relayer la propagande gouvernementale contre le «séparatisme» qui, dans la tradition bien établie du «racisme d'Etat», fait des prolétaires arabes, le plus souvent de confession musulmane, et plus généralement des immigrés, des bouc-émissaires des difficultés sociales, en les présentant comme des menaces pour la tranquillité et la sécurité des bons citoyens. Au moment où la crise économique va se tra-

duire et se traduit déjà par une attaque frontale contre les conditions de vie et de travail des prolétaires, il est d'une importance cruciale pour les bourgeois d'affaiblir les potentialités de lutte de ces derniers en accentuant les divisions religieuses, ethniques et de nationalités.

Dans le même but de paralyser le prolétariat, la campagne en cours cherche à cimenter l'union nationale entre les classes. *«Ils ne nous divisent pas»* a déclaré Macron qui a appelé à *«faire bloc»*. Thème repris sans hésiter à gauche – par exemple par Mélenchon qui a surenchéri le 10/10 sur l'unité nationale : *«Il est évident que le but des terroristes islamistes, c'est de parvenir à diviser les Français. (...) Par conséquent, j'appelle d'abord à cette unité»* – de même que le thème de la défense des *«valeurs de la République»*.

Mais les Français – et les non Français – sont dans cette société divisés en classes sociales **opposés**, entre exploités et exploités. L'«unité» entre les exploités et les exploités se fait toujours au détriment de ces derniers.

Et la République – bourgeoise ! – a comme valeurs fondamentales, derrière les fioritures destinées à abuser les exploités, la **loi du profit** et la défense du **mode de production capitaliste**. Elle s'est bâtie contre les prolétaires dont les révoltes ont été écrasées dans le sang et qui ont été envoyés à l'abattoir lors des guerres à répétition qu'elle a livrées, et contre les populations réduites en esclavage ou colonisées dans les pays qu'elle a envahis.

Cette hideuse et sanglante République ne doit pas être défendue mais **combattue** par les prolétaires, dans la perspective d'ériger sur ses ruines leur propre pouvoir dictatorial, indispensable pour détruire le capitalisme.

Quant à la laïcité tant vantée, c'est-à-dire la neutralité vis-à-vis des religions (1), elle est devenue de plus en plus un outil pour stigmatiser les adeptes de la religion musulmane, en tant que religion de la fraction d'origine arabe du prolétariat de France et propager la xénophobie. La lutte contre la réactionnaire emprise religieuse ne peut se réaliser avec succès dans le seul domaine des idées, par l'éducation ou la

récession de 2008), etc.

Toutes ces sommes sont empruntées sur les marchés financiers (engraissant au passage banques et autres institutions financières) et elles devront être remboursées d'une façon ou d'une autre; c'est ainsi que les plans de relance de la grande récession ont été suivis de plusieurs années d'austérité, ce qui veut dire du paiement par les populations en général, mais avant tout par les prolétaires, de l'argent versé pour faire tourner l'économie.

Il en sera de même demain pour les prolétaires de tous les pays, sauf que le fardeau sera beaucoup plus lourd.

SOUTIEN DU COLLABORATIONNISME SYNDICAL AU PLAN BOURGEOIS

Fidèles à leur pratique de collaboration de classe et soucieux de se comporter en partenaires sociaux responsables, les dirigeants syndicaux ne se sont bien sûr pas opposés aux mesures de sauvetage du capitalisme; le soutenant en fait, ils se sont contentés de gémir sur le manque de «contreparties» aux cadeaux faits aux entreprises et l'absence de mesures en faveur des salariés.

Sur le terrain, les syndicats ont repris leur vieille tactique éprouvée de saucissonnage des mobilisations: journée nationale d'action le 17/9 à l'appel de l'intersyndicale; journée nationale d'action du secteur médico-social le 13/10 à l'appel de la CFDT; journée nationale d'action du même secteur à l'appel de la CGT, de SUD et d'autres organisations, le 15/10; journée d'action du secteur le 5/11 appelée par FO.

Les travailleurs de la santé se sont mobilisés dès avant l'été et le mécontentement n'a depuis fait que grandir parmi eux; il est donc important pour les pompiers sociaux de faire leur possible afin d'empêcher une lutte réelle d'ampleur. La CFDT, FO et l'UNSA avaient participé au «Séjour de la santé», une négociation organisée à grand spectacle par le gouvernement qui voulait démontrer ainsi son souci des travailleurs du secteur et sa volonté d'accroître les dépenses pour améliorer un système de santé dont l'épidémie a montré toutes les carences: ce n'était que de la poudre aux yeux et il n'a débouché que sur une aumône pour les agents hospitaliers (183 euros d'augmentation alors que la revendication était de 300 à 400).

La situation pose et posera avec toujours plus de force la nécessité pour les

prolétaires de riposter par la lutte collective et la plus large possible à la dégradation de leurs conditions de vie et de travail.

Mais cela implique de s'engager dans une véritable lutte de classe rompant avec les orientations et les méthodes des organisations collaborationnistes et de leurs larbins d'«extrême» gauche responsables des défaites subies depuis des années: c'est l'enseignement à tirer des luttes passées pour que soient victorieuses les luttes futures et qu'elles soient le premier pas vers la lutte révolutionnaire pour renverser le capitalisme!

(1) L'annonce de ce plan avait été faite en décembre 2008. La persistance de la crise conduira finalement à une dépense totale sur 3 ans (2008-2010) de 34 milliards.

(2) Déclaration sur RTL, 1/6/20. La Banque de France estimait début septembre le recul économique probable à 8,9% et l'INSEE début octobre à 9%

(3) Selon *Le Monde* du 7/10/20 qui rapporte cette estimation.

(4) Déclaration de Geoffroy Roux de Bézieux sur Bfmtv le 3/9/20

propagande anticléricale, mais encore moins par la coercition étatique; elle ne peut être accomplie, comme l'histoire du mouvement ouvrier l'a démontré, que par l'union des prolétaires de toutes confessions dans la lutte contre l'oppression et l'exploitation.

Si c'est le rôle de la police d'arrêter les assassins, ce serait une grave erreur de se fier au gouvernement et à l'Etat bourgeois pour se protéger du meurtrier fanatisme d'extrême droite, islamiste ou non.

Non seulement parce que les forces d'extrême droite naissent et prospèrent sur le terreau du capitalisme en crise, mais aussi et surtout parce que ce sont ce gouvernement et cet Etat qui ont mené les attaques récentes contre les travailleurs et qui se préparent à en mener d'autres. Les autorités parlent avec des trémolos dans la voix du respect intangible de la liberté d'expression et elles assurent de leur amour les professeurs; mais ce sont les mêmes qui répriment les profs en grève, de même qu'ils ont réprimé violemment les Gilets Jaunes, les ouvriers en lutte et les manifestations les plus diverses: ce sont des **adversaires** des travailleurs, non des **protecteurs**!

Il n'y a pas d'autre voie pour se défendre contre toutes les horreurs du capitalisme, contre les forces de répression «officielles» comme contre les for-

ces du fanatisme islamiste d'extrême droite, contre les capitalistes «démocratiques» et «civilisés» comme contre leurs collègues fascisants, contre l'Etat bourgeois sous tous les régimes, que celle du retour aux orientations, aux positions et aux perspectives et à la lutte de classe internationale.

Toute collaboration avec la classe dominante et ses multiples relais politiques et sociaux ne peut mener qu'au désastre.

Les prolétaires n'ont à perdre que leurs chaînes, ils ont un monde à gagner !

19/10/2020

(1) Pour les républicains d'autrefois la laïcité était l'arme pour arracher à l'Eglise catholique le contrôle de l'éducation de la Jeunesse et le transférer à l'Etat bourgeois, mais pas une arme contre la religion. Jules Ferry stipulait expressément que l'instituteur devait prendre garde à ne pas s'opposer aux croyances religieuses des parents d'élèves: la laïcité s'accommodait sans problème de l'opium religieux. Marx écrivait en 1875 («Critique du programme de Gotha»): «il faut proscrire de l'école au même titre toute influence du gouvernement et de l'Eglise»

« Il Comunista » Nr.165 - Luglio-Ottobre 2020 Nell'interno

- Crisi economica e crisi sanitaria. Il capitalismo sta cambiando?
- A cinquant'anni dalla morte di Amadeo Bordiga.
- Giganteschi scricchiolii nell'economia mondiale
- L'Italia all'appuntamento annuo con le alluvioni
- Election day
- Beirut - l'assassino è il capitalismo:
- America "negra". Vita e morte da proletari
- La collera "negra" ha fatto tremare i fradici pilastri della "civiltà" borghese e democratica
- L'alternativa dei negri d'America
- La situazione dei neri d'America John Reed (1920)
- Farsa elettorale, repressione e scioperi in Bielorussia
- I prossimi dieci anni
- Lettera di Bordiga ad una compagna
- A ottant'anni dall'assassinio di Trotsky
- Il capitalismo e la sua natura
- Nuove disponibilità nel sito www.pcint.org.
- Claudio, un proletario comunista

Giornale bimestrale - Una copia 2 €, 5 CHF, £ 1,5 - Abbonamento annuo: 10 €; 25 CHF; £ 6 - Abbonamento annuo di sostegno: 20 €; 50 CHF; £ 12

Non au couvre-feu ! Non au retour de l'«état d'urgence sanitaire» !

Le 14 octobre le gouvernement a annoncé par la voix de Macron qu'il avait décidé de soumettre près de 20 millions d'habitants des plus grandes agglomérations du pays à un couvre-feu de 21h à 6 heures du matin pendant plusieurs semaines, d'ordonner l'interdiction des rassemblements familiaux de plus de personnes, etc. et de rétablir l'« état d'urgence sanitaire » qui avait été partiellement levé il y a quelques mois (1).

Macron a déclaré qu'il faisait confiance à la « responsabilité » de la population ; mais en fait ce sont les contrôles policiers et les mesures répressives qui seront chargées de faire respecter par les habitants de Paris, Grenoble, Lyon, Lille Marseille, Montpellier, Rouen, Saint Etienne et Toulouse, le couvre-feu que l'Etat leur impose. 12000 policiers seront mobilisés à cet effet et en cas de récidive de violation du couvre-feu, une amende de 3750 euros et une peine de 6 mois de prison sont prévues.

Macron a justifié l'instauration du couvre-feu par l'argument selon lequel «*Nos soignants sont très fatigués (...). Nous n'avons pas de lits en réserve* ».

Mais au cours des derniers mois, où des milliards ont été débloqués pour venir en aide aux capitalistes, les structures hospitalières et de santé en général, mises à mal par des années et des années de « restructurations » pour diminuer les dépenses, se traduisant entre autres par d'importantes diminutions du nombre de lits, n'ont été que le parent pauvre du plan de relance ; les milliers de lits supplémentaires annoncés en mai ne sont toujours pas là et les embauches nécessaires n'ont pas eu lieu.

C'est le gouvernement lui-même, obéissant aux lois du capital, qui est responsable de la « fatigue » (en fait de l'**exploitation**) du personnel à tous les niveaux et de l'insuffisance des moyens disponibles pour faire face à l'épidémie. Pour le capitalisme les dépenses de santé représentent une charge intolérable quand elles concernent des personnes qui ne peuvent être exploitées au travail (personnes âgées, etc.), et un coût à réduire au maximum pour les autres ; c'est pourquoi on a pu constater la même situation dans tous les pays – les mêmes hécatombes dans les maisons de retraite, les mêmes tragiques carences dans les hôpitaux. La santé des prolétaires est incompatible avec la santé du capitalisme !

La décision gouvernementale a été

présentée comme nécessaire pour enrayer la reprise de l'épidémie qui se constate non seulement par la hausse du nombre de personnes testées positives au virus (dont une bonne partie est asymptomatique), mais aussi par la hausse du nombre de malades hospitalisés et le nombre de décès. Il faudrait empêcher avant tout les contaminations dans la « sphère privée » et familiale qui constituerait l'un des lieux les plus importants de celles-ci.

Ce n'est cependant pas ce qu'indiquent les statistiques officielles elles-mêmes ; d'après les derniers chiffres publiés par « Santé publique France » (2), le plus grand nombre de « clusters » (foyers épidémiques) identifiés se recense d'abord sur les lieux de travail (21%) ; puis en milieu scolaire (surtout en université) (18,6%), dans les Ehpad (15,6%), les Etablissements de santé (13,4%), lors d'« Evénements publics ou privés rassemblant des personnes » (8%) ; les rassemblements familiaux élargis ne représenteraient que 4,7 % des clusters.

Si couvre-feu il doit y avoir, il devrait donc concerner d'abord les entre-

prises et le milieu scolaire ! Mais comme il faut entraver au minimum l'activité économique mise à mal par la crise, la santé des travailleurs et de leurs familles est sacrifiée à la santé des entreprises des secteurs capitalistes importants.

LA DÉMOCRATIE JETTE LE MASQUE EN INSTAURANT L'ÉTAT D'URGENCE PERMANENT

Ce couvre-feu dont l'efficacité sanitaire est douteuse, pourrait n'être qu'une première étape d'après les déclarations officielles, Macron ayant déclaré que la situation actuelle pourrait durer « au moins jusqu'à l'été 2021 ». Surtout, il s'accompagne du retour à l'« état d'urgence » : il permet à l'exécutif de prendre toutes les mesures qu'il juge nécessaires pour limiter les libertés individuelles (interdiction de manifestations, ordre de confinement à domicile, etc.), réglementer les déplacements, ordonner des réquisitions, etc., et de gouverner par décrets. Cet état d'urgence n'a donc de « sanitaire » que le nom ; conférant

Espagne Alors que la pandémie continue inexorablement La bourgeoisie nationale et régionale déclare la guerre au prolétariat

(tract diffusé par nos camarades après l'annonce du confinement des quartiers prolétariens de Madrid)

A partir de 0h00 lundi prochain, 21 septembre, un décret de confinement prendra effet dans certains quartiers et localités de la Communauté de Madrid: Puerta Bonita, Vista Alegre et Guayaba, à Carabanchel; Almendrales, Las Calasas, Zofio, Orcasur et San Fermín, à Usera; San Andrés, San Cristóbal, El Espinillo et Los Rosales, à Villaverde; la zone de base de Villa de Vallecas; Entrevías, Martínez de la Riva, San Diego, Numancia, Peña Prieta, Pozo del Tío Raimundo, Ángela Uriarte, Alcalá de Guadaíra et Federica Montseny, dans le district de Puente de Vallecas; et Doctor Cirujas, Ghandi, Daroca et La Elipa, à Ciudad Lineal. Ainsi que certains quartiers de Fuenlabrada, Humanes de Madrid, Moraleja de En medio, Getafe, Parla, San Sebastián de los Reyes et Alcobendas.

Environ 800 000 personnes de ces zones ne pourront pas sortir du périmètre fixé par la Communauté de Madrid avec l'aide du gouvernement central sans risquer d'être sanctionnées; elles seront sous couvre-feu à partir de 22h00; elles ne pourront pas se réunir dans les espaces publics à plus de six personnes; les parcs et jardins publics seront fermés, etc. Mais dans le même temps, les commerces n'auront que des restrictions d'ouverture, les écoles resteront ouvertes sans protocole de sécurité pour les parents et les élèves et, bien sûr, il faudra aller au travail car ce n'est que pour cette raison que l'on sera autorisé à quitter sa zone de résidence habituelle.

Du point de vue sanitaire, cette mesure est un non-sens absolu: confiner la population pendant son temps libre tout en la contraignant à aller au travail c'est un peu comme vouloir instaurer des portes en plein champ. Les don-

les pleins pouvoirs au gouvernement entre autres pour contrer les luttes ou pour autoriser les patrons à s'exempter du code du travail, il montre sa nature essentiellement **anti-prolétarienne**. La crise économique dont seuls les premiers effets désastreux pour les prolétaires se font encore sentir, suscitera inévitablement des réactions de colère et des luttes et ce ne sont pas les maigres miettes ajoutées par le premier ministre (aide exceptionnelle de 150 euros pour les jeunes) qui y changeront quoi que ce soit.

Le gouvernement, qui a été confronté dans la dernière période à des mouvements sociaux d'ampleur, qui voit les premières réactions aux plans sociaux et des manifestations diverses, en est pleinement conscient. Il s'y prépare en renforçant encore une fois le contrôle social avec ces premières mesures de couvre-feu et aussi en remettant en vigueur l'état d'urgence.

Les démocrates s'indignent que cet « état d'urgence permanent » « *dessert, voire met en péril la démocratie et altère l'état de droit* » (3).

Mais la démocratie n'est pas du tout mise en péril : elle jette le masque en se montrant pour ce qu'elle est vraiment : au service exclusif de l'ordre capitaliste. Quant à « l'état de droit », il sert fonda-

mentalement le droit des capitalistes à mener leurs affaires sans entraves. Ce sont les illusions envers la démocratie – et les démocrates – qui sont ébranlées par cette démonstration !

NON À L'UNION NATIONALE !

Les prolétaires ne peuvent se lamenter devant la soi-disant violation de la démocratie où l'ennemi apparaît à visage découvert, mais ils doivent y voir le signe des affrontements à venir.

Il leur faut s'opposer aux sacrifices qu'on leur demande sous le prétexte de crise sanitaire ; il leur faut refuser toute confiance au gouvernement et à l'état bourgeois pour les défendre, contre l'épidémie ou toute autre menace.

Les appels à « l'union nationale » lancés par la bourgeoisie, que ce soit contre le virus ou contre le terrorisme islamiste, ont toujours pour but de les paralyser et de leur faire renoncer à lutter pour la défense de leurs conditions de vie, de santé et de travail. C'est pourquoi il faut les rejeter sans hésiter.

Mais les prolétaires doivent aussi se défier des grandes organisations syndicales qui, unies, ont envoyé en commun le 14/10 une lettre au premier ministre pour demander l'ouverture du dialogue social : rien de bon ne peut

sortir pour eux du dialogue social, qu'en partisans indécrottables de la collaboration de classes, ces organisations recherchent éternellement. Les faits ont démontré un nombre incalculable de fois que ces organisations sont toujours prêtes à trahir les intérêts ouvriers pour maintenir l'ordre bourgeois et la vitalité du capitalisme.

Seule la lutte de classe ouverte, en rupture avec les méthodes et les objectifs de la collaboration de classe, indépendamment de toute influence bourgeoise et de tout respect des intérêts capitalistes locaux ou nationaux, pourra permettre aux prolétaires de se défendre, en sortant de la paralysie où les a plongés l'action conjuguée de la bourgeoisie et de tous ses valets.

Les attaques des patrons et de leur Etat vont inévitablement s'accroître dans la période qui vient ; la riposte nécessaire ne sera efficace que si elle prend ce chemin.

18/10/2020

(1) Le confinement a été ensuite étendu à 46 millions de personnes et l'on parle de le durcir encore. (2) <https://www.santepubliquefrance.fr/dossiers/coronavirus-covid-19> (3) Communiqué du 16/10/2020.

nées montrent que, loin de ce que la propagande affirme sur le « manque de responsabilité individuelle » dont les médias bombardent la population depuis des mois, les contagions par le Covid 19 surviennent dans la vie quotidienne, c'est-à-dire au travail et dans les transports publics, qui sont les lieux où les prolétaires passent l'essentiel de leur vie, surtout dans une ville de la taille de Madrid. Il est absurde de penser qu'il existe un critère épidémiologique élaboré de manière cohérente dans ces mesures : elles sont coercitives et non médicales. Aucun professionnel de la santé qui examine honnêtement le problème ne pense que ces types de restrictions arrêteront la propagation des contagions tant que leurs principaux foyers resteront actifs

PROLÉTAIRES!

Depuis les six mois qui se sont écoulés après la déclaration officielle de la pandémie en Espagne et, avec elle, l'imposition des mesures exceptionnelles incluses dans l'état d'urgence et les décrets de la soi-disant « nouvelle normalité », les conditions de vie de la classe prolétarienne se sont brutalement dégradées. Au moins six millions de prolétaires ont connu les « Erte » (mesures de

chômage partiel), durant lequel leur salaire a été réduit de 25%, ou ils sont directement allés pointer au chômage. Environ 50 000 personnes sont décédées, pour la plupart des personnes âgées abandonnées à leur sort, avec la collusion de tous les niveaux du gouvernement, dans des Résidences du troisième âge. Près d'un million de personnes ont été sanctionnées pour avoir enfreint les lois spéciales restreignant les mouvements d'une manière ou d'une autre, et des centaines d'entre elles ont été brutalement agressées par les forces de police, qui ont reçu le feu vert pour imposer leur ordre despotique dans la rue. Les soupes populaires, les paroisses et les ONG qui viennent en aide aux familles sans ressources sont complètement submergés par une formidable épidémie de pauvreté.

En ce qui concerne l'État, tant l'administration centrale dirigée par la coalition PSOE-Podemos que les différentes régions autonomes, les mesures prises par lui visent exclusivement à sauver l'économie nationale d'un éventuel effondrement, à garantir la survie des grandes entreprises et leurs investissements. Dès le début, ils se sont chargés de garantir la rentabilité des entreprises qui pouvaient être sauvées, en subventionnant leur main d'œuvre, en ouvrant des

lignes de crédit public mises en œuvre par la banque à taux zéro, etc. Et de l'autre côté, pour les prolétaires... rien. Les ERTE tant vantés ne sont rien de plus que de l'argent qui est indirectement donné aux entreprises pour réduire la charge financière de la main-d'œuvre, tandis que le reste des aides promises (moratoires sur les loyers et revenu vital minimum en particulier) ne sont qu'un rideau fumée. Au point où on a même vu les entreprises en charge du traitement de ce Revenu Minimum dénoncer l'ordre du gouvernement de retarder délibérément les demandes qui étaient soumises.

PROLÉTAIRES!

Alors que les conditions de vie de la classe ouvrière ont chuté vertigineusement, le jeu démocratique de la bourgeoisie a rempli sa fonction : les accusations échangées entre les gouvernements central et régional, les critiques des départements de la Santé au ministère, etc., ont détourné l'attention de ce qui est vraiment important. Si les partis de gauche parlementaire et extraparlémentaire dénoncent les gouvernements autonomes de droite, ces derniers accusent le

(Suite en page 6)

Espagne ...

(Suite de la page 5)

manque de soutien de l'État central. Et en même temps que se déroulaient ces polémiques stériles, les employeurs, de toutes les couleurs politiques possibles, relançaient l'activité sur les lieux de travail « sans mesures prophylactiques et les transports publics devenaient une source d'infections illimitée.

Le soi-disant «gouvernement progressiste» qui compte même un ministre, Alberto Garzón, du Parti «communiste», a permis aux gouvernements autonomes de prendre en charge la gestion de la pandémie, tout en sachant qu'ils étaient complètement incapables de garantir la santé publique. Il s'est protégé par un «transfert de compétences» vers les communautés autonomes pour se laver les mains de l'hécatombe des personnes âgées dans les résidences, et il a cédé à toutes les revendications des différentes bourgeoisies locales. De leur côté, les gouvernements autonomes ont assumé le rôle de sauvegarde de sécurité: dès qu'ils ont eu entre les mains les leviers qui leur avaient été enlevés par l'État d'urgence, ils ont simplement évité de prendre toute mesure sanitaire qui aurait pu entraver le bon fonctionnement économique de leur région ; et du coup, ils ont concentré sur eux la colère qui devrait être dirigée contre l'ensemble de la bourgeoisie et son État qui ont montré que la vie des prolétaires ne leur importait pas du tout si sa protection mettait en péril l'économie nationale.

PROLÉTAIRES!

Pendant des semaines, les autorités ont accusé les prolétaires d'être responsables de la pandémie, en affirmant qu'ils ne se comportaient pas de manière responsable et qu'ils enfreignaient les normes de santé publique. Incapables de garantir les conditions sanitaires minimales pour enrayer la propagation du coronavirus, le gouvernement central et le gouvernement autonome ont focalisé toute leur propagande sur les quartiers et villes du sud de la capitale en affirmant que leurs habitants étaient responsables de la situation. Et ils sont finalement arrivés au point de suspendre les droits fondamentaux dans ces zones (réunion, circulation etc.) en les plongeant dans une sorte d'Etat policier.

PROLÉTAIRES!

Comme nous l'avons dit, ces mesures n'ont aucune valeur d'un point de vue sanitaire. Elles n'empêcheront pas

la propagation de la pandémie, mais elles ont pour fonction de redoubler la pression sur la classe prolétarienne à un moment de crise économique, mais aussi politique et sociale, qui affecte non seulement l'Espagne mais aussi tous les pays capitalistes développés. On confine les prolétaires de Carabanchel, Vallecas ou Villaverde, non pas pour protéger leur santé, mais pour leur imposer une discipline qui sera nécessaire face aux prochaines mesures économiques et sociales qu'il est prévu d'appliquer.

De même que la bourgeoisie est sortie de la crise de 2008 en faisant retomber tous les sacrifices et efforts dont elle avait besoin sur les épaules du prolétariat, elle entend sortir de la crise provoquée par la pandémie en suivant exactement la même voie. Et elle commence à répondre à la tension sociale que cela entraînera inévitablement en frappant la première. Le confinement des villes et des quartiers populaires démontre que toute sa force politique, économique, sanitaire... est dirigée contre les prolétaires qui paieront, une fois encore, les pots cassés.

Les mois à venir montreront de plus en plus cette sombre réalité à la classe prolétarienne. Les hôpitaux vont presque certainement à nouveau être débordés, les décès vont augmenter et les mesures anti-crise, que les patrons et le gouvernement cherchent pour l'instant à reporter le plus longtemps possible, commenceront à être affichées ouvertement. Face à cela, les prolétaires n'ont qu'une voie: celle de la lutte de classes.

Aucun gouvernement, aucun des partis qui peuplent le parlement national ou régional, ne leur donneront quoi que ce soit. La bourgeoisie veut seulement que sa main-d'œuvre génère du

profit sans se soucier de sa santé. A tout cela, la classe prolétarienne doit répondre avec la seule force dont elle dispose, celle donnée par le fait qu'elle constitue la grande majorité de la population et la seule ayant la capacité de s'organiser, à la fois sur le terrain de la lutte immédiate pour revendiquer l'amélioration de ses conditions d'existence (travail, santé, etc.) et sur le terrain de la lutte politique dont l'objectif final, lorsqu'elle est guidée par son parti de classe, est la destruction de l'Etat bourgeois et l'élimination de la maudite classe dirigeante.

Aux mesures de confinement, le prolétariat doit répondre par la lutte contre la pression qu'elles exercent sur sa vie. Au manque de conditions sanitaires, à la surexploitation des médecins, infirmières et auxiliaires dans les centres de santé et les hôpitaux, où, en outre, ce qui est essentiel pour garantir leurs fonctions fait défaut, le prolétariat doit répondre en frappant la bourgeoisie là où cela fait le plus mal : dans la production. Comme l'ont fait les travailleurs du secteur automobile, qui ont mené une série de grèves en mars sans respecter le préavis ni le service minimum, refusant de travailler tant que leur santé n'était pas garantie.

A la répression plus que prévisible qui se manifesterait dans les prochains jours dans les quartiers prolétariens et les banlieues de Madrid, le prolétariat doit répondre par la solidarité de classe.

**Contre le confinement anti-ouvrier!
Contre les mesures anti-prolétaires des gouvernements central et autonome!**

Pour la réorganisation classiste indépendante et la reprise de la lutte des classes!

18/9/2020

Beyrouth : le capitalisme est l'assassin, c'est lui qu'il faut combattre et renverser !

Au moment où nous écrivons, un semaine après les explosions qui, le 4 août, ont ravagé le port de Beyrouth et une bonne partie de la capitale libanaise, le bilan officiel se monte à près de 170 morts, 30 disparus et 15000 blessés ainsi que des milliers de sans-abris, les logements de plus de 300 000 personnes ayant été plus ou moins gravement endommagés. Le port de Beyrouth par où transite 80% du trafic maritime du Liban est hors service pour une période indéterminée tandis que la destruction de silos aurait fait perdre 85% des réserves

de blé du pays, laissant planer la menace à court terme de pénuries alimentaires. Le chiffre des dommages causés par la catastrophe pourrait atteindre, selon des estimations officielles du 7 août, 15 milliards de dollars, soit le tiers du PIB !

Même si certains dirigeants libanais ont avancé l'hypothèse d'une attaque aérienne (des avions de chasse israéliens ayant violé à plusieurs reprises l'espace aérien libanais au cours des derniers jours) ou de l'explosion d'un dépôt d'armes, il semble que la catastro-

Beyrouth ...

phe soit due à des travaux qui ont provoqué une première explosion dans un hangar contenant des feux d'artifice qui a ensuite fait détonner dans les hangars voisins un dépôt d'engrais – le même produit dont l'explosion dans l'usine AZF avait causé 31 morts et des centaines de blessés à Toulouse en 2001. Mais à Beyrouth la quantité de produit était 9 fois plus grande qu'à Toulouse : 2700 tonnes, contre 300 à 400 tonnes.

Les autorités ont reconnu que les mesures de sécurité adéquates pour le stockage de cet engrais, entreposé depuis 7 ans après avoir été débarqué d'un cargo en difficulté dont l'armateur refusait de payer les frais de réparation et de maintenance, n'avaient pas été prises. Les services des douanes auraient alerté à plusieurs reprises sur le danger que constituait ce stockage, demandant même une décision judiciaire pour forcer l'administration portuaire à évacuer ce produit. Mais il ne semble pas qu'ils soient allés jusqu'à prévenir le public et les travailleurs du port...

Il s'agit donc d'un **crime** annoncé : la catastrophe devait se produire un jour ou l'autre ! La population de Beyrouth, bien consciente de la responsabilité criminelle des autorités, a laissé éclater sa colère : des manifestations de milliers de personnes ont eu lieu pendant plusieurs jours à Beyrouth contre les dirigeants politiques au cours desquelles les responsables gouvernementaux ont été pendus en effigies et des ministères ont été brièvement occupés, malgré la présence massive des forces de police tirant des balles en caoutchouc. Les affrontements ont fait plusieurs centaines de blessés.

LES RAVAGES DE LA CRISE ÉCONOMIQUE

La colère des manifestants est d'autant plus vive que la catastrophe portuaire s'ajoute à la catastrophe économique en acte depuis des mois ; les prolétaires et les masses pauvres sont les premières victimes de cette crise économique sans précédent et qui a été encore aggravée par les mesures prises contre la pandémie de Covid. L'inflation est galopante : 90% en rythme annuel, (mais pour les produits de base l'augmentation des prix a atteint 169% depuis septembre), alors que le taux de pauvreté est officiellement de 46% de la population (il pourrait atteindre 60% à la fin de l'année). Le chômage atteint 35% dans le secteur formel et jusqu'à 45% dans le secteur informel. Un libanais sur 5 est obligé de sauter un repas pour économiser et ce taux atteint un

sur 3 pour les réfugiés syriens (au nombre d'1,5 million pour une population du Liban de 6 millions de personnes environ). Fin juillet l'ONG « Save the children » estimait que près d'un million d'habitants du grand Beyrouth, dont la moitié d'enfants, ne disposaient pas de ressource suffisantes pour couvrir leurs besoins vitaux élémentaires (dont la nourriture) ; 50% des Libanais, 63% des Palestiniens (la communauté palestinienne, forte de plusieurs centaines de milliers de personnes – le chiffre exact n'est pas connu – est majoritairement cantonnée dans des petits boulots mal payés du secteur informel) et 73% des Syriens, craignaient ne pas pouvoir manger à leur faim dans la période qui vient (1)...

LE GOUVERNEMENT DÉMISSIONNE POUR PROTÉGER LE SYSTÈME CAPITALISTE

A la suite des manifestations et du discrédit général, le gouvernement a choisi de démissionner lundi 10 août, après avoir tenté d'étouffer la colère en évoquant des élections anticipées ; dans son discours de démission le premier ministre a même eu le toupet de dénoncer la « corruption endémique au sein de l'Etat » ! Des manifestants ont répliqué que la démission du gouvernement n'était pas suffisante et que toute la classe politique devait partir.

Mais en réalité le problème fondamental n'est pas la présence de politiciens voleurs ou d'institutions faibles, mais le capitalisme lui-même : c'est le mode de production capitaliste et la loi de la valeur, qui font négliger les mesures de protection trop coûteuses et qui condamnent les populations à mort, que ce soit à Beyrouth ou à Toulouse. C'est le mode de production capitaliste qui engendre la corruption, une corruption d'autant plus visible et intolérable quand le pays est économiquement en grande difficulté, mais toujours présente.

C'est le mode de production capitaliste qui plonge les prolétaires et les masses dans la misère et la faim pour sauver les profits et qui étouffe les États plus faibles pour maintenir la santé des plus puissants.

L'impérialisme français, par la bouche de Macron a voulu se présenter quasiment en sauveur du Liban et des Libanais ; mais il insiste pour que les autorités acceptent les mesures d'austérité du FMI avant de débloquent toute « l'aide » dont le pays a un besoin urgent pour éviter la faillite (2).

Par ailleurs les prolétaires libanais ne peuvent pas avoir oublié les agissements criminels de l'impérialisme français lors

de la colonisation (époque du « Mandat ») et son rôle funeste dans la professionnalisation de la vie politique qui pèse encore aujourd'hui sur le Liban.

La crise économique ne frappe pas que les prolétaires ; les classes moyennes sont aussi touchées et elles sont menacées de prolétarisation. Elles participent au mouvement de révolte, en lui apportant inévitablement leurs illusions démocratiques et de réforme de l'Etat. Mais toutes les perspectives, même les plus radicales, même les plus « révolutionnaires », de réforme des institutions, ne sont que des impasses ; elles ne peuvent déboucher sur une amélioration de la situation des prolétaires et des masses pauvres. La démission ou le départ du gouvernement et des députés ne peut servir qu'à protéger le fonctionnement du système capitaliste : le capitalisme est le vrai responsable c'est lui qu'il faut « dégager » par la révolution **prolétaire** ; l'Etat bourgeois est son rempart, c'est lui qu'il faut abattre, pour instaurer sur ses ruines le pouvoir dictatorial du prolétariat, indispensable pour exproprier politiquement et économiquement la bourgeoisie et commencer à extirper le capitalisme.

Tous les appels à la « vengeance » des victimes, toutes les perspectives de « révolution » qui tournent le dos à la lutte de classe révolutionnaire contre le capitalisme et l'Etat bourgeois, ne peuvent déboucher sur rien – comme l'a démontré la prétendue « révolution d'octobre » qui l'an passé s'est déjà soldée par la démission du gouvernement.

Les prolétaires d'avant-garde devront en tirer la leçon et s'engager, en collaboration avec les prolétaires de tous les pays, dans la reconstitution des organes indispensables pour diriger ce combat prolétarien, et en premier lieu le parti de classe, internationaliste et international ; c'est une tâche qui ne peut être réalisée du jour au lendemain, mais qu'il est nécessaire d'entreprendre sans attendre pour en finir à jamais avec ce mode de production criminel.

12/8/2020

(1) cf « Save the Children », press release 30/7/2020

(2) Le gouvernement libanais avait demandé une ligne de crédit de 10 milliards de dollars au FMI. Le ministre des Affaires Etrangères français, l'ancien « socialiste » Le Drian, est venu le 8 juillet à Beyrouth dire que rien ne serait déboursé tant que les « réformes » ne seraient pas mises en train. Quand les bourgeois parlent de « réformes » ils veulent dire attaques anti-prolétariennes !

Farce électorale, répression et grèves en Biélorussie

L'annonce officielle de la victoire électorale du président Loukachenko lors des élections présidentielles du 9 août avec plus de 80% de suffrages – contre moins de 10% à sa principale concurrente, Svetlana Tikhanovskaya – a déclenché de nombreuses manifestations de protestation dans tout le pays, tant ce score invraisemblable ne pouvant être que le résultat d'une fraude massive. Contrairement à ce qui s'était passé en 2011 où elles étaient restées limitées à l'intelligentsia petite bourgeoisie de la capitale Minsk, les protestations ont touché pratiquement tout le pays.

Le pouvoir a répondu aux manifestations par une répression brutale et massive (près de 7000 arrestations, 2 morts, mauvais traitements, voire torture des emprisonnés, usage de balles en caoutchouc, etc.), l'interruption de l'internet, sans pouvoir calmer les manifestants. La colère des opposants a au contraire redoublé, les manifestations antigouvernementales se sont généralisées en quelques jours, jusqu'à gagner de nombreuses usines et entreprises où des grèves ont éclaté, notamment contre la répression (comme par exemple parmi les conducteurs de bus de Minsk pour exiger la libération d'un de leurs collègues) ; les employés de la télévision d'Etat ont cessé le travail, etc. Les appels à la grève générale ont commencé à circuler la semaine dernière, même si dans un premier temps les débrayages ont été apparemment limités. Les déclarations méprisantes de Loukachenko comparant les grévistes à des moutons et prétendant que leur nombre ne dépassait pas 200 dans une grande entreprise, ont eu l'effet inverse à celui qu'il recherchait !

Le dimanche 16 août une manifestation de 100 à 200 000 personnes a eu lieu à Minsk (ainsi que de nombreuses autres ailleurs) pour demander la démission de Loukachenko ; au même moment la manifestation de soutien à ce dernier n'a rassemblé probablement que moins de 10 000 personnes (60 000 selon les chiffres officiels énormément exagérés), ramentées de tout le pays. Le 17 août Alors qu'il était venu faire un discours dans la plus grande usine de la ville, MTZ (construction de tracteurs), devant un parterre d'ouvriers censés avoir été choisis par la direction, Loukachenko s'est fait huer par eux ; les grévistes sont partis en manifestation dans la ville. Mardi 18 août les syndicats indépendants, qui affirment être à l'origine de comités de grèves dans des mines et dans différen-

tes entreprises, ont appelé à la généralisation de ces comités et à la formation rapide d'un « comité national de grève ».

Mais après avoir laissé se dérouler pacifiquement les manifestations des derniers jours, Loukachenko, revigoré par une déclaration de soutien de Poutine ; a appelé mercredi 19/8 la police à empêcher les « troubles » à Minsk, alors que certaines informations font état d'un effritement du mouvement de grève ; par exemple il n'y aurait plus que 2000 grévistes sur 16000 ouvriers à MTZ, où les rassemblements de soutien à la grève ont été dispersés par les forces de l'ordre. Cependant depuis le 18 la production de potasse des mines de Belaruskali à Soligorsk (le plus grand site mondial de production de ce minéral) est complètement bloquée par les mineurs grévistes et la poursuite des grèves est signalée dans de nombreuses entreprises malgré les intimidations et les arrestations.

LES RACINES DE LA COLÈRE

Petit pays d'un peu plus de 9 millions d'habitants, la Biélorussie a d'abord connu, pendant les 26 ans de présidence de Loukachenko, une période de croissance économique notable, facilitée par le pétrole à bas prix fourni par la Russie (en partie réexporté aux prix du marché mondial) qui est son principal partenaire économique (comptant pour 44% des exportations et 60% des importations biélorusses). Cette prospérité, très relative mais réelle quand on la compare à l'explosion des inégalités dans un pays comme l'Ukraine, explique la popularité dont a longtemps joui le régime.

Mais les choses ont commencé à changer depuis quelques années ; la croissance économique est en panne ; la Biélorussie a de plus en plus de problèmes pour payer ses importations de matière première, surtout après que la Russie ait relevé le prix du pétrole qu'elle lui vend, alors que ses exportations de marchandises produites par un secteur industriel peu rentable souffrent d'une concurrence toujours plus vive. Les difficultés économiques croissantes ont poussé les autorités à multiplier les mesures antisociales et anti-ouvrières : les contrats de travail collectifs ont été remplacés par des contrats individuels à courte durée, les pensions de retraite ont diminué, une taxe a même été instaurée sur les indemnités de chômage. Le chômage a augmenté (il serait

proche de 10%) et les salaires réels auraient baissé de plus de 30% à cause de l'inflation (1), tout ceci dans une situation où les libertés d'organisation et de lutte des travailleurs sont limitées.

LA BIÉLORUSSIE ET L'IMPÉRIALISME

L'importance des liens économiques avec la Russie se traduit inévitablement par les liens politiques étroits entre ces deux pays. Cependant dans la dernière période, ces liens sont devenus plus tendus. La Biélorussie a refusé le projet d'intégration politico-économique proposé par Moscou et elle a fait divers gestes en direction de l'Europe ; elle s'est même tournée vers les Etats-Unis pour leur acheter du pétrole après la fin des tarifs préférentiels que lui accordait la Russie ! Fin juillet la police biélorusse a arrêté une trentaine de mercenaires russes en les accusant de vouloir déstabiliser le régime lors des élections. Un opposant « démocrate » mis sous les verrous, Barbaryko, avait déjà été accusé d'être une marionnette de Moscou (2). Ces déclarations anti russes servaient en réalité à alimenter le nationalisme qui est la principale carte politique du régime.

En effet, dès l'éclatement des manifestations, Loukachenko a tourné casaque : ce n'est plus maintenant la Russie, mais l'OTAN et la Pologne qu'il accuse de vouloir le déstabiliser en étant les organisateurs des manifestations ! Poutine a donc fait des déclarations – mesurées – de soutien à son allié rétif : pour les dirigeants russes, confrontés à des manifestations importantes dans sa

«el programa comunista»

Revista teórica
N°54 - Noviembre de 2020

En este número

- Los gigantescos crujidos de la economía mundial acerca de la alternativa de guerra mundial o revolucion internacional
- En todos los países capitalistas desarrrollados o atrasados, la burguesía es el enemigo nº 1. Autóctonos o inmigrantes, los proletarios son siempre y en todas partes los esclavos asalariados, y su interés de clase es unirse en cada país en la lucha contra su burguesía
- Las falsas lecciones de la contrarrevolucion de Rusia
- La Guerra de España (2). La supuesta «izquierda» comunista española frente a su «revolucion democrática»

Precio del ejemplar: 3 €.; América latina: US \$ 1.5; USA y Cdn: US\$ 3; £ 2; 8 FS; 25 Krs. **Precio solidario:** 6 €.; América latina: US\$ 3; USA y Cdn.: US\$ 6; 6 £; 16 FS; 50 Krs. **Suscripción:** el precio de 4 ejemplares.

partie extrême-orientale (3), il ne faut tout faire pour empêcher l'exemple d'un gouvernement cédant à la pression de la rue.

Les impérialismes occidentaux ont de leur côté refusé de reconnaître le résultat des élections, affirmé un soutien verbal au « peuple » de Biélorussie et annoncé des sanctions économiques contre certains responsables du pays. Dans les faits ils comptent sur la Russie pour éviter que la Biélorussie devienne un nouveau foyer d'instabilité dans cette région d'Europe. Aucun de ces impérialismes ne se soucie en réalité du sort des prolétaires et des populations en général : seul compte pour eux la défense de leurs intérêts, économiques ou géostratégiques.

**POUR LE PROLÉTARIAT
LA SOLUTION N'EST PAS
L'UNION DÉMOCRATIQUE
INTERCLASSISTE MAIS
LA LUTTE PROLÉTARIENNE
POUR LA DÉFENSE
DE SES INTÉRÊTS DE CLASSE**

Les opposants démocrates prônent « l'union de toutes les classes » pour arriver à la démocratie ; cela ne peut être un objectif pour le prolétariat qui a un besoin pressant de lutter pour défendre ses propres intérêts contre les capitalistes et le premier d'entre eux l'Etat biélorusse (le secteur étatique est encore dominant dans le pays) : la démocratisation de l'Etat ne changerait rien à son sort. Son entrée en lutte des derniers jours a démontré la puissance qu'il possède ; cependant jusqu'ici il ne s'est mobilisé que comme une force dirigée par les opposants démocrates petits bourgeois. C'était inévitable étant donné l'absence de toute organisation et tradition de lutte classistes. Il existe bien des syndicats indépendants dits « démocratiques » (BKDP) ; s'ils ne sont pas inféodés au système comme les grands syndicats qui servent surtout à discipliner la force de travail, ce sont néanmoins des organisations collaborationnistes, étrangères aux positions de classe et d'ailleurs reconnues par les Institutions. Ils l'ont encore démontré dans les événements en cours. Le 12 août ils ont publié un communiqué pour demander la fin de la répression et la libération des prisonniers, mais sans appeler à des grèves car cela risquerait d'entraîner « des licenciements massifs ». Dépassés par le mouvement, quelques jours plus tard (le 17/8), ils appelaient à la formation d'un Comité National de Grève, comme nous l'avons vu : mais c'est en tant que **pompier sociaux** qu'ils envisagent la formation et le rôle de celui-ci. L'objectif qu'ils se donnent est en effet de

sortir le pays de la crise politique en mettant fin à la « situation de double pouvoir » (entre Loukachenko et sa rivale) grâce à ce comité qui serait le seul capable d'« engager un dialogue direct avec les autorités sur une transition du pouvoir » (4).

Mais ce n'est pas du dialogue avec les autorités que peut sortir quelque chose de positif pour les prolétaires ! Seule la lutte **contre** ces autorités, en attendant d'avoir la force pour les renverser, peut permettre de leur arracher des concessions substantielles.

Les prolétaires de Biélorussie devront pour cela s'émanciper de l'union interclassiste et des illusions démocratiques pour prendre la voie de l'organisation et de la lutte de classe. Ils ont déjà fait un premier pas en se mobilisant massivement contre Loukachenko ; les pas suivants contre le capitalisme, quel que soit la forme gouvernementale et les politiciens au pouvoir, ne seront ni automatiques, ni faciles ; mais au-delà même des résultats immédiats du mouvement en cours, les prolétaires de Biélorussie ont déjà donné un signe que la longue période de passivité et de résignation impuissante des prolétaires européens

touche à sa fin.

Aux prolétaires des autres pays de le confirmer et lui apporter une effective solidarité en se lançant, sur des bases de classe, dans la lutte contre les capitalistes et leurs Etats.

21/8/2020

(1) <https://lvsl.fr/la-bielorussie-se-dirige-t-elle-vers-un-nouveau-maidan/>

(2) Banquier, Barbaryko a été arrêté sous accusation de blanchiment d'argent au profit de la société russe Gazprom.

(3) Depuis des semaines de grandes manifestations anti gouvernementales ont lieu à Khabarovsk pour protester contre l'arrestation du gouverneur, un opposant à Poutine.

(4) cf. le communiqué du BKDP et l'interview de son président, le 18/8. Celui-ci fait partie du conseil d'administration de l'OIT (organisation onusienne chargée de promouvoir la collaboration des classes) et est un vice-président de la CSI (confédération des principaux syndicats collaborationnistes mondiaux). <https://belaruspartisan.by/politic/509539/>

Sur la nature des événements en Biélorussie

Nous publions ci-dessous quelques considérations sur les événements en Biélorussie, en réponse à un militant qui nous reprochait de surestimer la signification des grèves en ne prenant pas en compte l'action de « provocateurs » à la solde de l'impérialisme et de ne pas voir qu'on était en réalité en présence d'une réédition d'un mouvement de type « Maidan » – mouvement de mobilisation contre le gouvernement ukrainien pour l'adhésion à l'Union Européenne; bien que ce dernier mouvement, dans lequel des groupes nationalistes d'extrême-droite et néo-nazis jouaient un rôle important, ait été indéniablement anti-prolétarien, la plupart des faibles groupes et militants ukrainiens y avaient vu une authentique « révolution » et l'avaient soutenu.

1. L'impérialisme (et la bourgeoisie en général) est par nature incapable de susciter un mouvement de masse contre un régime, encore moins par l'intermédiaire de poignées de « provocateurs » qui ne peuvent avoir la puissance des grands médias modernes.

C'est en fait un argument qui est toujours employé par les dirigeants d'un pays confronté à des mouvements de révolte : ils prétendent toujours que ces mouvements sont l'œuvre de « meneurs », de « provocateurs » très souvent accusés d'être dirigés par des pays étrangers hostiles au pays ; cela leur permet d'essayer de trouver un soutien auprès de la partie la plus conservatrice de la population, au nom du nationalisme, de la défense de la patrie attaquée, etc. Loukachenko ne fait que répéter ce qu'ont dit les dirigeants arabes confrontés aux mouvements dits du « printemps

arabe » ou plus récemment les dirigeants des pays d'Amérique Latine, les dirigeants algériens ou le gouvernement chinois à propos de Hong Kong. En France même le gouvernement dénonçait des « provocateurs » infiltrés parmi les « Gilets Jaunes » ou dans les manifestations de grévistes.

D'un autre point de vue, il existe par exemple des courants « indifférentistes » parfois appelés « ultra-gauche » qui ne voyaient dans les luttes anti-coloniales et de libération nationale pas autre chose que des affrontements inter-impérialistes, déniaient toute possibilité de lutte autonome aux masses. De la même façon ces courants ne voient dans les mouvements comme les Gilets Jaunes ou dans les grands mouvements de grève que des « manœuvres » de la bour-

(Suite en page 15)

Dans le «monde d'après» la pandémie, rien ne sera-t-il plus comme avant?

(Suite de la page 1)

établissements de santé, le personnel médical et hospitalier et les médecins de ville en grande difficulté.

Tout le monde a pu constater qu'aux aspects habituels d'absence systématique de mesures de prévention, se sont ajoutées les carences dramatiques des établissements de santé (manque de services disponibles pour des situations d'épidémie grave et de lits dans les services de soins intensifs et hospitaliers); pénurie endémique de personnel infirmier et hospitalier, manque général d'équipements de protection individuelle, à commencer par les plus simples tels que les masques, gants, couvre-chaussures, surblouses, sans oublier les tests (analyses de laboratoire avec les réactifs nécessaires) les respirateurs, etc. : au point que les sacrifices et les efforts surhumains que les médecins, infirmiers, anesthésiologistes et personnel des hôpitaux et de la médecine de ville ont été contraints de faire n'ont pu être suf-

fisants pour soigner et sauver des centaines de milliers de vies humaines.

Les structures et le personnel de la santé publique se sont non seulement retrouvés dans des difficultés exceptionnelles, mais ils ont également dû faire face à la gestion politique et économique cynique des autorités qui, dans tous les pays, ont constamment surfé sur la peur, propagée par la presse et la télévision, privilégiant, d'une part, l'effet de propagande de leurs interventions et, d'autre part, le bénéfice économique des initiatives mises en place avec pour objectif central non pas le traitement des malades, mais le contrôle social le plus strict.

Il est compréhensible que la panique provoquée par une épidémie dont on ne sait rien, pousse la majorité de la population, bombardée d'informations continues sur ses effets pathogènes et mortels, à se plier docilement aux diktats des autorités dont elle attend des explications, des interventions et des mesures pour arrêter sa propagation et l'éradiquer

QU'ONT FAIT EN RÉALITÉ LES AUTORITÉS ?

Dans leur déconcertante ignorance et dans leur gigantesque arrogance, voués comme elles le sont à la défense avant tout des intérêts économiques et politiques dont elles sont l'expression directe, les autorités ont profité de l'occasion offerte par la soudaine épidémie pour semer la peur contre cet ennemi «invisible», dont la létalité était directement proportionnelle au manque absolu de prévention et à la priorité strictement économique accordée à chacune des interventions qui ont été et qui sont décidées. Ce n'est pas par hasard si elles ont parlé d'une « guerre », car toute guerre implique des sacrifices, des restrictions de toutes sortes, des blessés et des morts, et la peur que l'ennemi puisse frapper à tout moment. La guerre implique aussi des actes de terrorisme ; mais dans ce cas, ce n'est pas le virus qui était visé, mais la masse des travailleurs dont on pouvait redouter des réactions y compris violentes contre un pouvoir économique qui, ignorant les risques de l'épidémie, les contraignait à travailler sans dispositifs de protection, et contre un pouvoir politique qui se montrait une fois de plus au service du profit capitaliste et non de la santé publique.

Alors que l'épidémie commençait à se diffuser rapidement, le gouvernement chinois a réagi, avec un retard extrême, en imposant la fermeture totale de Wuhan et de toute la province du Hubei; le reste du monde – lié par des relations

commerciales et économiques étroites avec la Chine et en particulier avec la province industrielle de Wuhan – est resté ouvert à la diffusion du virus, dont une spécificité (comme l'ont découvert plus tard des virologues du monde entier) est sa contagiosité et sa capacité à s'adapter aux différentes situations: il a donc pu voyager en avion, en bateau, en train vers tous les pays depuis le foyer originel.

Mais ce qui a le plus inquiété les

LA BOURGEOISIE TROUVE DE FAIT UN INTÉRÊT DANS LES CATASTROPHES

Quelle est la situation la plus tentante pour le capitaliste, sinon celle dans laquelle la plupart des limitations législatives, bureaucratiques, administratives, procédurales doivent être mises de côté parce qu'il y a une urgence causée par une catastrophe?

Un viaduc tombe-t-il faute d'entretien, comme dans le cas récent du pont Morandi à Gênes en Italie, avec ses morts et ses blessés, mettant en danger les habitants de tout un quartier? Prêts! Les différents stades d'enquête sont raccourcis au maximum, les démarches administratives sont éliminées et on constituant le Bureau d'urgence nécessaire ; architectes, urbanistes, administrateurs municipaux et régionaux, politiciens de toutes sortes se précipitent pour saisir des appels d'offres, des subventions, des affaires, privilèges, renommée. Lors de sa construction, le pont Morandi, en

gouvernements des pays d'Asie et d'Europe, était moins la propagation de la nouvelle épidémie, que l'interruption des approvisionnements indispensables aux industries de l'automobile, de l'informatique et des technologies les plus diverses. L'arrêt de la production économique en Chine a immédiatement provoqué une crise industrielle qui a aggravé la crise économique déjà en acte depuis 2019.

Que la bourgeoisie soit une classe d'affairistes, de profiteurs et d'exploiteurs cyniques se jetant sur toutes les opportunités pour en tirer avantages et profits, est un fait confirmé à chaque fois lors d'événements catastrophiques, peu importe que leurs causes soient « naturelles » ou directement liées à une activité humaine.

La structure économique capitaliste de la société exige que les capitalistes privilégient le gain économique immédiat et futur, considéré comme le **bien suprême**, par rapport à tout autre aspect de la vie sociale et de l'environnement. Les capitalistes pourraient-ils changer le processus économique de production et de distribution, éliminer le mercantilisme débridé qui le caractérise, renverser les priorités pour que l'objectif central devienne l'amélioration dans tous les domaines de la vie humaine, la fin des divisions de classes et des rapports organiques et harmonieux avec la nature? Non ils ne peuvent pas.

La société capitaliste est une société déshumanisante comme aucune autre avant elle dans l'histoire; c'est pourquoi le capitalisme doit être détruit et remplacé par un mode de production donnant la priorité aux besoins de l'espèce humaine, remplaçant la société marchande par une société sans classes, sans exploitation, sans divisions de nationalité et autres.

béton armé, était garanti 100 ans, mais il s'est effondré au bout de 50 ans; le nouveau pont, dessiné par un célèbre architecte Renzo Piano, cette fois en acier, est garanti 1000 ans ... mais qui garantit son entretien pour que cette déclaration soit autre chose que la fanfaronnade habituelle?

Sans parler des nombreuses catastrophes ferroviaires, des effondrements dus aux tremblements de terre, aux glissements de terrain et aux inondations : de véritables moissons de catastrophes comme nous l'avons toujours démontré et rapellé, depuis 1951, lorsque, face à une nouvelle catastrophe en Calabre due à des fortes pluies, Amadeo Bordiga écrivait dans un article: « *L'ignoble épisode de la répétition dans l'extrême Calabre, deux ans après, d'une catastrophe qui a eu les mêmes causes et les mêmes effets effrayants, avec les mê-*

mes attitudes d'étonnement, de condoléances hypocrites et de charité maladroite de la part de la presse et de toute «l'opinion publique» pour revenir ensuite, l'émotion étant retombée, à la même impuissance arrogante, n'a aucune cause physique, mais seulement des causes sociales » (1).

Mais les bourgeois soutiennent des thèses très différentes ; les effondrements provoqués par les tremblements de terre, les catastrophes causées par les inondations ou les tsunamis, sont une chose; autre chose s'il s'agit d'épidémies virales. En effet un tremblement de terre, aussi désastreux soit-il, est généralement limité à une certaine région, de même que les inondations ou les glissements de terrain; et même les tsunamis, bien qu'ils puissent s'étendre sur de vastes zones, n'affectent jamais le monde entier.

Comme ce sont des phénomènes circonscrits, ils peuvent théoriquement être plus contrôlables; au moins les personnes qui ne sont pas immédiatement impliquées peuvent être secourues en les éloignant de l'épicentre.

Une épidémie virale, qui, en se transformant en pandémie, peut affecter facilement, rapidement et soudainement les habitants du monde entier, n'est découverte que lorsqu'elle s'est déjà propagée. Il faut beaucoup de temps à la recherche pour identifier exactement de quel virus il s'agit, à quel point il est contagieux et mortel. Hormis les mesures grossières de confinement, de « distanciation sociale », d'hygiène personnelle, etc., il n'est pas possible de trouver rapidement les thérapies et les remèdes appropriés pour le contenir, le combattre et, finalement, le surmonter. D'ailleurs presque toujours, l'épidémie virale se termine d'elle-même, en quelques années, pour réapparaître éventuellement des années plus tard avec des caractéristiques différentes puisque souvent certains virus ont une grande capacité à se modifier au cours du temps. Plus les conditions environnementales favorables à leur reproduction et à leur propagation sont présentes, plus ils ont la possibilité d'infecter des millions d'êtres vivants, d'animaux et d'êtres humains. Plus l'homme modifie et détruit l'environnement naturel dans lequel existe les virus des animaux, plus la possibilité de contagion s'accroît.

Dans sa recherche effrénée de profit, le capitalisme contraint non seulement la grande majorité de l'humanité à vivre dans la misère, dans des environnements malsains, dans une pauvreté absolue, en abandonnant une partie considérable de celle-ci à une mort certaine, mais il détruit l'équilibre environnemental – et donc une relation organique entre l'homme et la nature, et entre les animaux et la nature; tout en cimentant, déboisant, etc., il oblige une partie considérable de l'hu-

manité à se presser dans des métropoles polluées. Le saccage du milieu naturel dont dépend la vie de tous les êtres vivants ne peut avoir que des effets désastreux pour les animaux et les plantes avec des conséquences qui, tôt ou tard, affectent la vie humaine. Il est maintenant bien établi que les virus apparaissent et se reproduisent plus facilement dans les communautés animales surpeuplées (souris et chauves-souris, mais aussi les animaux domestiques comme les poules, porcs, vaches, dromadaires, etc.), d'où proviennent la plupart des épidémies les plus dangereuses.

Depuis le début du vingtième siècle, il y a eu 11 grandes épidémies virales (des pandémies pour la moitié d'entre elles), depuis la fameuse « grippe espagnole » de 1918-19, avec ses 50 millions de morts dans le monde (certaines estimations vont jusqu'à 100 millions), à la « grippe asiatique » de 1957, avec plus d'un million de morts; la « grippe de Hong Kong » de 1968-69, avec là aussi 1 million de morts (mais d'autres sources parlent même de 4 millions), apparue en Chine centrale puis à Hong Kong, avant d'être répandue aux Etats-Unis par les GI de retour du Viet Nam (avec 100 000 morts) et en Europe (en France il y aurait eu 12 millions de malades et 30 à 40 000 décès); la « grippe aviaire » en 1997, une épidémie largement répandue en Asie du Sud-Est, avec une incidence très faible mais avec une mortalité très élevée (60% des malades) et au «Sars-CoV» de 2002-03, la même famille que celle du coronavirus actuel, presque entièrement limité à la Chine continentale et à Hong Kong, qui a causé environ 800 décès sur plus de 8000 personnes infectées (taux de létalité élevé: 9, 6%); la «grippe porcine» de 2009-10 qui aurait causé de 200 à 400 000 morts dans le monde après avoir infecté près de 7 millions de personnes ; et l'actuelle « Covid-19 » qui, selon les données officielles (dont nous savons qu'elles ne décrivent pas exactement la réalité) aurait touché début octobre plus de 34 millions de personnes dans le monde et fait plus d'un million de morts, dont environ 230 000 en

Europe, plus de 200 000 aux Etats-Unis, près de 150000 au Brésil, plus de cent mille en Inde, etc., alors qu'en Chine les morts n'auraient été «que» de 4 645 ...

Ainsi, sur les 11 grandes épidémies virales des cent dernières années, cinq se sont produites au cours des 20 dernières années, soit une tous les 4 ans. Comment parler d'une épidémie inattendue?

Surtout si l'on ajoute que la grippe classique, dite « saisonnière », fait de 300 à 650 000 morts par an dans le monde (dont plus de 85 000 en Chine, 30 à 60 000 aux Etats-Unis) en dépit des avertissements et des recommandations des autorités médicales auprès des autorités pour la combattre (2).

Il est à la mode, notamment en économie, de parler de « cygne noir » lorsqu'un événement grave survient de façon « inattendue » – ce qui justifierait que les autorités responsables, prises « par surprise », n'aient rien préparé pour le prévenir ou pour y faire face.

La même chose est répétée pour la Covid-19; les autorités sanitaires et politiques se justifient avec le fatalisme désormais habituel du « cygne noir »: quoi de mieux qu'un ennemi mortel mais invisible, apparu « soudainement », pour décréter des mesures de confinement drastiques et avoir les mains libres dans la gestion de l'urgence tant attendue? En cas d'urgence, des réglementations sont émises dont l'application est contrôlée par la police, des ressources financières qui n'étaient pas disponibles auparavant surgissent soudainement, justifiant automatiquement toutes les opérations jugées « indispensables » mais qui, comme par hasard, favorisent les intérêts économiques et politiques de capitalistes, entrepreneurs, politiciens et consultants proches du pouvoir .

Et il arrive souvent qu'elles débouchent en définitive sur un gaspillage des ressources dans le seul but de montrer que l'on agit pour le « bien commun » ; puis, une fois l'urgence passée, ce qui a été entrepris est abandonné et l'on passe à d'autres affaires.

CONFINEMENT POUR TOUT LE MONDE... ET PENDANT QUE LA COURSE AU VACCIN EST LANCÉE, LES EMPLOIS ET LES SALAIRES SONT MENACÉS, ET LE CHANTAGE SUR LE POSTE DE TRAVAIL DEVIENT PLUS PESANT

Après son passage au stade de pandémie, la Covid est devenue l'objet de recherches effrénées dans lesquelles se sont ruées les grandes multinationales chimico-pharmaceutiques pour trouver la solution magique: le vaccin! Plus les pays touchés par cette épidémie devenaient nombreux, plus les décès augmentaient, plus la peur se propageait et plus les grandes entreprises se frottaient les mains, faisant pression sur les gouvernements pour qu'ils financent les recherches les plus diverses.

Pendant ce temps, un mot inconnu de la plupart des gens, le « confinement » – isolement à domicile et fermeture de la plupart des entreprises – dans des régions toujours plus vastes et bien au-delà des premières « zones rouges » identifiées comme des foyers de la maladie, est devenu en quelques jours un terme largement utilisé ; il passait évidemment beaucoup mieux que « assignation à résidence », situation à laquelle

(Suite en page 12)

Dans le «monde d'après» la pandémie, rien ne sera-t-il plus comme avant?

(Suite de la page 11)

En vérité les autorités ont contraint des millions de personnes, les menaçant de lourdes amendes et même d'arrestation si elles ne respectaient pas les interdictions édictées.

Bien entendu, le confinement ne pouvait pas concerner les hôpitaux, l'ensemble du personnel médical et hospitalier, la production et la commercialisation de médicaments et d'équipements médicaux, les équipements de protection individuelle et tout ce qui est nécessaire pour survivre au quotidien, comme la nourriture, ainsi que les transports en commun, la collecte des déchets, etc. Sauf le fait, documenté par tous les médias, que tous ceux qui ont été les plus exposés à l'infection, et pour une durée indéterminée, ont été sacrifiés sur l'autel d'une prévention inexistante et de la santé du profit, comme la plupart des personnels médicaux et hospitaliers qui sont restés sans équipement de protection individuelle pendant de nombreuses semaines, ou les médecins de ville, systématiquement en contact avec les malades à domicile, abandonnés à leur sort et ne pouvant compter que sur leur bonne volonté et leur esprit personnel de sacrifice.

Mais le confinement n'a pas empêché les patrons des entreprises qui ont réussi à faire reconnaître leur entreprise comme **essentielle**, à faire aller travailler leurs employés sans leur fournir une protection individuelle adéquate et sans désinfection du lieu de travail, ce qui a provoqué une série de protestations et grèves malgré la peur de perdre des salaires: « *nous ne sommes pas de la viande d'abattoir!* », était le cri de nombreux ouvriers en Italie; un cri qui n'a été que partiellement entendu parce que toute une série de mesures promulguées par le gouvernement (comme la distance entre les travailleurs sur le lieu de travail ou à la cantine, dans les vestiaires ou les toilettes, ou la désinfection fréquente des mains, etc.) ne pouvait pas être mise en oeuvre dans des entreprises qui n'ont pas été construites selon des critères de protection prioritaire des travailleurs vis-à-vis des machines, des chaînes de montage, des entrepôts de matières premières, etc. Pour les capitalistes, ce n'est pas la machine qui sert l'homme, c'est l'homme qui sert la machine!

En raison de l'aggravation soudaine des effets de l'épidémie à partir du mois de mars, et de l'impossibilité de savoir combien de temps durerait la situation, il était inévitable que de nom-

breuses entreprises et de nombreuses entreprises ferment pour une période indéterminée. Pour les entreprises d'une certaine taille, cela signifiait mettre au chômage technique une partie considérable de leurs travailleurs – avec la réduction inévitable d'un salaire déjà bas par rapport au coût de la vie –, alors que pour les entreprises petites et artisanales cela signifiait le licenciement de leur personnel. Dans l'agriculture, où se concentre une part considérable des travailleurs immigrés et

LA SANTÉ DE L'ÉCONOMIE EST PRIORITAIRE, PAS CELLE DES PROLÉTAIRES

La grosse voix des capitalistes a toujours une influence déterminante sur les décisions gouvernementales dans tous les pays. Et c'est précisément l'intérêt économique et financier représenté par les capitalistes les plus forts qui a guidé, au début et pendant l'épidémie, et qui continuera de guider, les décisions et les indécisions des gouvernants respectifs, en compagnie, d'ailleurs, avec les institutions sanitaires nationales et internationales.

Ce n'est pas un hasard si une bonne partie des décès dus à Covid-19 sont des personnes âgées! Il était évident que les lacunes du système de santé publique conduiraient inévitablement à l'utilisation de ressources et d'interventions limitées disponibles en sélectionnant les patients et en favorisant ceux qui avaient plus de chances de guérir: ainsi les personnes âgées, surtout si el-

MANQUE DE FIABILITÉ ET MANIPULATION DES DONNÉES ET DES STATISTIQUES OFFICIELLES

Un autre aspect, qui est devenu évident avec le temps, concerne la fabrication des données qui, pendant tous ces mois, ont rempli les informations et les reportages des médias. Combien de personnes sont infectées, combien sont mortes, combien sont guéries au cours des dernières 24 heures, dans quelle région, dans quel pays, etc. Combien de prélèvements, combien d'analyses, combien asymptomatiques ... Si une telle quantité de données et de statistiques a été diffusée quotidiennement, mais pas du tout en adéquation avec la réalité, c'est uniquement pour justifier toutes les mesures de confinement prises par les gouvernements; le véritable objectif était de se lancer dans le terrorisme médiatique, effrayer une grande partie de la population pour qu'elle accepte docilement les limites imposées et se résigne à la maladie et à la mort sans blâmer un pouvoir politique qui s'est avéré totalement ineffica-

ce, incompétent et cyniquement soumis aux raisons du profit capitaliste. Dans un article de la série «Sur le fil du temps» de 1951, à propos de l'inondation du Pô, Bordiga soulignait: «*Des Bureaux et des scientifiques qui se respectent répondent aujourd'hui en fonction des besoins politiques et de la raison d'État, c'est-à-dire selon l'effet qu'ils auront, et les chiffres subissent des manipulations de toutes sortes*» (3). Depuis, ils ne sont pas devenus plus sérieux, ils ont continué à manipuler les chiffres selon les besoins politiques. Les statistiques sur lesquelles reposaient les données fournies quotidiennement – comme dans une sorte de bulletin de guerre – étaient en fait à prendre avec des pincettes, comme l'ont déclaré certains épidémiologistes. D'abord parce que les mesures effectuées ne pouvaient pas donner de résultats en temps réel, mais seulement après quelques jours, puis parce que la

du travail clandestin, le confinement signifiait une exploitation intensive des ouvriers qui acceptaient de travailler sans aucune protection et la perte de leur revenu pour tous ceux qui n'avaient pas l'intention de risquer leur vie pour 3 euros de l'heure. Le cri d'alarme que les organisations ont lancé sur le manque de main d'oeuvre pour la récolte des fruits et légumes, est venu s'ajouter aux plaintes des industriels qui perdaient des milliards car ils ne pouvaient plus vendre leurs marchandises sur le marché intérieur ou sur le marché d'exportation, et parce qu'ils ne pouvaient pas honorer les commandes déjà conclues. Pauvres capitalistes, ils ne pouvaient pas engranger des profits comme avant ...

les étaient déjà affaiblies par d'autres pathologies, ont été systématiquement sacrifiées. Ce qui se passe sur le lieu de travail se retrouve dans les hôpitaux: les travailleurs âgés ont moins d'énergie, donc sont moins utilisables et deviennent donc plus facilement superflus; il en va de même pour le patient âgé hospitalisé, surtout s'il souffre déjà d'autres pathologies. Les personnes âgées, si elles ne sont pas riches et ne peuvent donc pas se permettre une hospitalisation dans des cliniques privées, sont destinées à souffrir de la précarité lorsqu'elles tombent malades; n'étant pas de bons payeurs, elles deviennent superflues, ne sont plus qu'un obstacle, un coût pur sans contrepartie. Et la même chose pour les handicapés: ils sont tous considérés comme des **coûts** et le capitalisme réduit systématiquement les coûts!

ce, incompétent et cyniquement soumis aux raisons du profit capitaliste. Dans un article de la série «Sur le fil du temps» de 1951, à propos de l'inondation du Pô, Bordiga soulignait: «*Des Bureaux et des scientifiques qui se respectent répondent aujourd'hui en fonction des besoins politiques et de la raison d'État, c'est-à-dire selon l'effet qu'ils auront, et les chiffres subissent des manipulations de toutes sortes*» (3). Depuis, ils ne sont pas devenus plus sérieux, ils ont continué à manipuler les chiffres selon les besoins politiques. Les statistiques sur lesquelles reposaient les données fournies quotidiennement – comme dans une sorte de bulletin de guerre – étaient en fait à prendre avec des pincettes, comme l'ont déclaré certains épidémiologistes. D'abord parce que les mesures effectuées ne pouvaient pas donner de résultats en temps réel, mais seulement après quelques jours, puis parce que la

quantité de prélèvements et d'autres analyses était si faible qu'il n'était pas possible de donner un aperçu clair et, surtout, parce que celles-ci concernaient principalement des personnes déjà hospitalisées, tandis que le grand nombre d'infections concernait des personnes asymptomatiques. En outre, les décès survenus pendant la période de l'épidémie ont tous été attribués à la Covid-19, alors que certains d'entre eux étaient en

réalité dus à des maladies graves préexistantes dans lesquelles le virus n'a fait que hâter le processus mortel. Bref, le déversement quotidien des données et le passage continu de messages et d'interviews de médecins dans les médias avait évidemment aussi pour but de redonner à une population effrayée, confiance dans les autorités politiques et sanitaires alors que la réalité les mettait sérieusement à mal.

TOUT IRA BIEN?

Face à cette situation tragique, la réponse de la bourgeoisie ne saurait surprendre. La science officielle n'obéit pas à des critères de prévention, mais à des critères de traitement – entre autres, des critères qui choisissent inévitablement entre qui peut payer et qui ne le peut pas. Les profits capitalistes, dans ce contexte, se concentrent sur de grandes quantités et variétés de produits pharmaceutiques à vendre sur un marché composé d'un très grand nombre de malades. Si les malades représentaient qu'un pourcentage réduit de la population, sinon l'exception, qu'advierait-il des bénéfices des grandes multinationales pharmaceutiques, et des avantages personnels en termes d'argent et de commandement de toute la bande des politiciens, administrateurs, scientifiques, virologues, chirurgiens, épidémiologistes, etc., qui vivent des maladies de plus en plus typiques d'une société bourgeoise pourrie?

La bourgeoisie n'a pas peur du coronavirus, du VIH, du virus Ebola, de la rougeole, du choléra ou de toute autre épidémie de virus ou de bactérie; le bourgeois individuel craint sans doute pour sa propre vie et pour le fait de ne pas pouvoir jouir de son patrimoine, mais la classe sociale à laquelle il appartient est congénitalement prête à profiter de toutes les calamités, de toutes les catastrophes parce qu'elle sait qu'elle peut en tirer des bénéfices immenses et rapides, comme le démontrent toutes les situations d'urgence.

Bien sûr, les scientifiques travaillent dur pour découvrir le type de virus, son origine, sa modification, sa contagiosité et sa létalité et quels médicaments sont appropriés, quelle thérapie et quelles mesures doivent être mises en œuvre. Mais leur activité de scientifiques dépend, comme toute activité dans la société bourgeoise, de la possibilité d'être un élément constitutif du processus de valorisation du capital investi. Soit leur travail, leurs recherches, peuvent engendrer un profit, en argent, en influence idéologique et politique, ou en service social nécessaire pour que les travailleurs malades ou blessés soient remis sur pied le plus tôt possible pour être exploités; soit leur travail, même s'il est

positif sur le plan de la connaissance scientifique générale, est inutile de ce point de vue, et il est alors mis de côté et il tombe dans l'oubli.

Toute recherche, quel que soit son domaine, nécessite des investissements et, souvent, de gros investissements qui ne peuvent être fournis que par les États et les grandes multinationales. Et la recherche dans les domaines médical et pharmacologique n'a pas seulement besoin de laboratoires, mais aussi de tests sur les animaux et les humains, notamment face à des situations épidémiques ou pandémiques. Par conséquent, en plus du capital pour répondre à tous ces besoins, il y a également besoin de l'intervention de l'autorité étatique, la seule qui, en situation d'urgence, a le pouvoir de prendre des mesures qui obligent une grande partie de la population à se soumettre à des comportements contraires à ce qui est considéré comme la conduite normale de la vie quotidienne. D'autant plus dans un État démocratique, où la liberté de mouvement, de réunion, de manifestation, ainsi que d'expression et de presse, fait partie de l'idéologie dominante avec laquelle la population a l'habitude de se leurrer d'avoir le libre « choix » de ses actes. La même « liberté pour tous », qui fait la fierté de la société bourgeoise démocratique, devient dans certaines situations de crise économique et sociale, un obstacle pour la classe bourgeoise car elle l'empêche d'agir rapidement et sans entraves en défense de ses intérêts économiques et politiques. Quelques ordonnances ou décrets-lois suffisent, dès les premiers jours de l'épidémie, comme hier pour la « terrorisme », demain de la crise économique ou sociale, pour jeter à la poubelle le papier de la « liberté » bourgeoise.

Face à la situation critique causée par les effets de la pandémie qui ont provoqué une réduction significative du produit intérieur brut dans tous les pays, et pas seulement dans ceux les plus touchés par la Covid, la classe bourgeoise dirigeante, en dépit de sa responsabilité la propagation de l'épidémie et du nombre de victimes, a ainsi saisi l'occasion pour porter des coups puissants à la « liberté » tant idéalisée.

La seule classe capable de faire face

à la bourgeoisie et dont cette dernière redoute la réorganisation et la lutte, est le prolétariat. L'histoire des luttes de classe le démontre amplement. Mais, intoxiqué depuis des décennies par les forces opportunistes et habitué à la collaboration interclassiste, à s'appuyer sur l'État vu comme une entité au-dessus des classes, et à l'exception des protestations et de quelques grèves au début de l'épidémie, le prolétariat s'est lui aussi plié aux mesures de contrôle social décrétées par les différents gouvernements. La menace ou la réalité du chômage, la précarité des salaires, la nécessité de s'occuper de jeunes enfants et adolescents qui ne pouvaient pas aller à la maternelle ou à l'école, parfois la nécessité de soigner des malades rejetés par les hôpitaux: bref, une situation d'extrême insécurité et d'extrême isolement a joué à plein en faveur de la classe bourgeoise cynique et meurtrière et de ses manœuvres.

« Tout ira bien » était une sorte de cri d'espoir et de réconfort pour ne pas laisser prise au désespoir, qui, notamment de la part du personnel hospitalier, voulait encourager les malades du coronavirus, et leurs familles, déclarant qu'ils seraient traités avec tout le dévouement possible malgré les grandes difficultés. Et c'est certainement grâce au personnel infirmier et aux agents de santé que de nombreux patients ont été sauvés; les médias et les politiciens les ont appelés des « héros »; mais eux-mêmes, qui ne se sentaient pas comme des héros, savaient qu'ils seraient bientôt oubliés surtout par les autorités hospitalières, administratives et politiques. Aucun d'entre eux n'avait envie de se mettre en grève dans une situation aussi dramatique dans laquelle seuls leur travail, leur dévouement, leur humanité permettaient l'assistance et les soins nécessaires aux malades et à leurs familles. Ils ont certainement été soutenus par la gratitude des malades et de leurs familles, mais pas par les services de santé et les autorités politiques gouvernementales qui, au contraire, se sont emparés de leurs sacrifices, ont versé des larmes de crocodile sur les médecins et infirmières décédés, mais ont continué à favoriser les intérêts d'un système déshumanisant qui broie systématiquement les vies et les personnes. De « héros », les employés des hôpitaux sont rapidement redevenus de simples travailleurs qui, par contrat, sont obligés de faire leur « devoir » en échange d'un salaire insuffisant et dans des structures souvent inadéquates, voire en ruines. En fait, les infirmières et tout le personnel hospitalier ont été laissés seuls, sans défense, exposés au sacrifice de leur santé et de leur vie.

(Suite en page 14)

Dans le «monde d'après» la pandémie, rien ne sera-t-il plus comme avant?

(Suite de la page 13)

D'OU AURAIT DÙ VENIR UNE VÉRITABLE SOLIDARITÉ AVEC LEUR SACRIFICE?

De la lutte des prolétaires des autres secteurs économiques et des services qui, avec leurs pressions sur les patrons et sur les pouvoirs politiques, auraient dû commencer à exiger au moins la fourniture **immédiate** d'équipements de protection individuelle et de tous les équipements indispensables à la protection et à la désinfection des établissements de santé, quitte à obliger les entreprises les plus adaptées à convertir immédiatement leur production habituelle en production d'équipements de protection dont les soignants ont souvent été obligée de s'équiper à leurs frais. Les grèves qui ont eu lieu, étaient sans doute une réaction des travailleurs forcés d'aller travailler sans les protections nécessaires et dans des environnements non désinfectés, mais il s'agissait de luttes complètement isolées; aucune grève n'a été menée en solidarité avec le personnel hospitalier. Le travail de plusieurs décennies des syndicats tricolores pour isoler les luttes selon les secteurs et les entreprises, pour écarter les revendications de classe et collaborer toujours plus étroitement avec les patrons et l'État, a également eu ses conséquences anti-prolétariennes dans cette période. Alors que l'épidémie «unit» dans un certain sens tout le monde dans le même sort, et que les luttes auraient dû avoir la même réponse unifiée, les syndicats tricolores ont tout fait pour contenir et isoler les mouvements spontanés, les désorganisant et affaiblissant effectivement leur force initiale. Si face aux mesures bourgeoises contre les intérêts immédiats des prolétaires, ces derniers ne répondent pas par une lutte qui frappe directement les intérêts des patrons, et qui s'étend à plusieurs secteurs, ils ne pourront pas non plus se défendre dans des situations de crise des entreprises, ni, encore moins, dans des situations de crise économique et sociale généralisée.

C'est pour cette raison que les prolétaires doivent commencer à remettre la **défense exclusive de leurs intérêts immédiats** au centre de leur lutte, en opposition à tous les objectifs, toutes les perspectives de « lutte » visant à défendre les intérêts des entreprises ou conciliant ces intérêts avec ceux des ouvriers. Une lutte qui ne peut durer et se renforcer, qu'en s'appuyant sur la solidarité de classe.

La solidarité ne peut naître que sur le terrain de la lutte de classe, et elle peut devenir une arme de pression considérable toutes les fois qu'un secteur ouvrier en difficulté particulière – comme dans le cas actuel du personnel hospitalier – peut compter sur la force et sur le soutien des autres secteurs qui entrent en lutte **avec** lui ou **pour** lui. La conciliation sur le plan économique entre ouvriers et patrons ouvre la porte à une conciliation sociale plus générale, soumettant de fait les intérêts des ouvriers aux besoins des capitalistes, dans tous les domaines, dans l'entreprise qui fabrique des armes comme dans l'entreprise qui fabrique des produits alimentaires, des vêtements ou des médicaments, dans tous les secteurs de la vie sociale, que ce soient les transports, les hôpitaux, les moyens de communication ou autres.

On nous dira: mais en période de pandémie, avec l'obligation de rester enfermé chez soi sous peine d'être lourdement sanctionné si l'on enfreint les règles strictes édictées par les autorités politiques, et avec le risque d'être infecté et de se retrouver à l'hôpital et peut-être de mourir, il est logique que l'on ne veuille pas prendre de risques, il est logique que chacun respecte les dispositions édictées, en les considérant comme des mesures de protections individuelles essentielles.

Mais cette «logique» se heurte à la logique capitaliste qui exige au contraire qu'une partie considérable des prolétaires continue à travailler même sans protection, les exposant effectivement à la contagion et les transformant en vecteurs supplémentaires de contagion, et qui oblige le personnel hospitalier à se sacrifier directement pour aider et soigner des dizaines de milliers de personnes tombées malades et décédées à cause de la logique

RIEN NE SERA PLUS COMME AVANT?

Un autre slogan a été ajouté lorsque la courbe des infections et des décès a commencé à baisser, du moins officiellement: **dans le monde d'après, rien ne sera plus comme avant.**

Le « Ce ne sera plus comme avant » est en réalité un **avertissement** que les bourgeois envoient avant tout aux prolétaires: attention, la crise épidémique a si gravement ébranlé l'économie des pays les plus importants du monde, que vous devrez accepter d'importants sa-

crifices également dans la période qui suivra la fin de la pandémie.

Aujourd'hui, les bourgeois se disputent des prêts de centaines de milliards à obtenir auprès des gouvernements et des fonds internationaux pour boucher en quelque sorte les mille failles ouvertes dans leurs entreprises et pour distribuer quelques euros aux familles dans le besoin ... Mais l'avenir ne semblant pas rose, ils disent aux prolétaires : remerciez-nous pour les miettes que nous vous accordons main-

du profit capitaliste. Lors de la première guerre impérialiste mondiale, les soldats du front risquaient non seulement d'être tués par les soldats ennemis, mais aussi d'être abattus par les gendarmes s'ils désobéissaient aux ordres donnés par leurs officiers. Cela n'a pas empêché les soldats de fraterniser à certains moments, cela ne les empêchait pas de désertier le front où la classe dirigeante bourgeoise les avait forcés à aller se faire tuer uniquement et exclusivement pour défendre son réseau d'intérêts économiques, politiques et militaires. Et cela n'a pas empêché le prolétariat allemand, en pleine guerre, à partir de 1915, de faire grève et de manifester, de se heurter à la police, pour le pain et contre la guerre bourgeoise; de même qu'elle n'empêcha pas les prolétaires turinois, en août 1917, de se lancer dans une formidable grève pour le pain et contre la guerre. À cette époque, lutter faisait courir beaucoup plus des risques que dans l'épidémie actuelle de coronavirus.

La soi-disant guerre contre Covid-19 que la propagande bourgeoise rappelle sans cesse, s'est en fait avérée être une attaque supplémentaire contre les conditions de vie et de travail des prolétaires. Et le refrain habituel de «tous ensemble, nous y arriverons» si «chacun fait sa part», est la façon hypocrite et, en même temps, cynique que la bourgeoisie utilise pour que les prolétaires renoncent à leur lutte de classe. Ce n'est qu'en «unissant nos forces» qu'il sera possible de sortir du tunnel dans lequel le Covid-19 nous a poussés ...

Mais c'est la **bourgeoisie** qui nous a poussés dans ce tunnel, pas le virus. Cette union des forces, signifie que la force du prolétariat doit se soumettre au commandement de la bourgeoisie, la reconnaissant comme la seule autorité pour affronter l'épidémie aujourd'hui et, comme hier et demain, la crise économique. L'union nationale à laquelle la classe dirigeante bourgeoise fait appel à chaque fois ne sert qu'à détourner les prolétaires de leurs intérêts de classe, à accepter leur asservissement, à devenir même un instrument de leur propre exploitation.

tenant, mais préparez-vous à de nouveaux sacrifices et, surtout, ne vous révoltez pas sinon vous serez réprimés : le maintien de l'ordre public avant tout!

Pour que le «rien ne sera plus comme avant» passe d'une devise bourgeoise à une devise **prolétarienne**, le rapport des forces entre les classes devra changer en faveur du prolétariat. La bourgeoisie ne devra plus avoir toute liberté d'exploiter le travail salarié et de réprimer les tentatives de s'opposer par la force à l'aggravation des conditions d'existence prolétarienne. Seule la réorganisation de classe des luttes prolétariennes et l'utilisation de moyens et de méthodes de lutte classistes peuvent donner aux prolétaires la possibilité d'enrayer réellement la détérioration de leurs conditions de vie et de travail; ce n'est que sur cette base que les prolétaires pourront reprendre confiance en leurs propres forces et faire craindre vraiment aux capitalistes et à leurs représentants politiques et administratifs le mouvement de classe prolétarien non seulement dans un avenir lointain, mais – comme cela arrive déjà de temps à autre – dans la réalité présente.

Aujourd'hui malheureusement le prolétariat est tellement replié sur lui-

même qu'il n'a pas la force de réagir avec une vigueur classiste. Les coups qu'il subit ne sont pas encore ceux qui déclencheront la révolte contre tout le système de pouvoir bourgeois. Combien de coups il devra encore subir pour trouver en lui la force de relever la tête et de se reconnaître comme une véritable force sociale capable de défendre ses intérêts en utilisant toute la force qu'il tient entre ses mains, nul ne peut le dire.

Mais ce qui est certain, parce que cela s'est déjà produit plusieurs fois dans le passé, et parce que la dynamique sociale du capitalisme contient un antagonisme de classe entre capitalistes et prolétaires qui ne peut être éternellement neutralisé, c'est que les inévitables crises économiques et sociales ne feront qu'accroître la pression sociale jusqu'au point où l'enveloppe superstructurale de la société bourgeoise ne pourra plus la contenir, la faisant exploser comme une chaudière qui ne peut plus résister à la vapeur produite en son sein.

Alors les prolétaires réaliseront à quel point il est indispensable de se réorganiser sur le terrain de classe, combien il est vital de lutter contre les capitalistes et les forces de la conservation so-

ciale qui les soutiennent, non seulement pour des revendications économiques élémentaires, mais pour renverser tout le système capitaliste et, sous la direction de son parti de classe, conquérir enfin le pouvoir politique, seul moyen pour réaliser l'émancipation du prolétariat de l'esclavage salarié et, avec lui, l'émancipation de toute l'humanité du mercantilisme, des lois du capital, de l'exploitation de l'homme par l'homme, pour en finir avec la préhistoire des sociétés de classes et entrer dans l'histoire de l'espèce humaine.

(1) cf. « Le désastre calabrais, ou la culture des catastrophes », *Il Programma Comunista* n°20, 6-20/11/1953

(2) cf. *The Lancet*, septembre 2019, pp 473-481. Par ailleurs, selon l'institution étatique « Santé Publique France », en 2018-19 l'épidémie de grippe saisonnière en France aurait fait 12000 morts, un peu moins que l'année précédente. Les estimations pour 2019-2020 ne sont pas connues.

(3) cf. « Crue et rupture de la civilisation bourgeoise » in A. Bordiga, « Espèce humaine et croûte terrestre », Ed. Payot 1978

Sur la nature des événements en Biélorussie

(Suite de la page 9)

geoisie pour empêcher le prolétariat d'accéder à la conscience de classe.

Selon la juste conception matérialiste, l'apparition et le développement de ces mouvements ne peuvent pas être le fruit de manœuvres et de plans décidés à l'avance ; ils sont déterminés par des facteurs économiques politiques et sociaux internes au pays (eux-mêmes reflet ou conséquence de facteurs internationaux principalement économiques, mais aussi politiques). Ces mouvements ne peuvent au départ échapper au cadre politique général du rapport entre les classes, même si par leur puissance ils peuvent le modifier.

Concrètement cela signifie que les prolétaires de Biélorussie ne se sont pas mis en mouvement par amour de la « démocratie » ou par adhésion au programme politique de l'opposition, mais en réaction contre la détérioration croissante de leurs conditions de vie et de travail. Mais en l'absence de toute tradition, ne disons pas communiste (le « communisme » tel qu'il existe là-bas ne se distingue pas du capitalisme d'Etat et du soutien à Loukachenko), mais simplement de lutte classiste élémentaire, il est inévitable que l'idéologie démocratique et les orientations interclassistes de l'opposition petite bourgeoise, soient

dominantes : les prolétaires devront faire l'expérience pratique de ce que signifient cette idéologie et ces orientations pour s'en détourner.

2. La situation en Biélorussie n'est pas celle qu'il y avait en Ukraine.

L'instabilité politique en Ukraine, due aux graves difficultés économiques du pays aggravait les divisions de la classe dominante, historiquement partagée entre une aile pro occidentale qui voyait son salut dans l'intégration dans le bloc économique de l'Union Européenne, et une aile pro russe, dont la base était l'industrie lourde dépendante du marché russe qui aurait eu tout à perdre dans cette intégration. Dans cette situation de fragilité étatique et d'instabilité politique chronique, où ont commencé à apparaître et à foisonner des organisations d'extrême-droite financées par les oligarques « pro-européens » et des organisations « séparatistes » de l'autre côté, les poussées impérialistes rivales ont joué à plein. L'UE cherchait à accroître son poids économique en Ukraine (mais sans proposer une adhésion, qui aurait été source de trop de contradiction internes dans le bloc) ; les Etats-Unis voulaient détacher l'Ukraine de la Russie dans le cadre d'une politique de refoulement de celle-ci ; ils reprochaient son attitude trop « prudente » à l'UE

(pour ne pas heurter la Russie, l'Allemagne avait mis son veto à l'initiative américaine de proposer à l'Ukraine l'adhésion à l'OTAN) ; la Russie voulait garder l'Ukraine, ou au moins une partie de l'Ukraine sous son influence. Les mouvements de protestation naissant continuellement en conséquence de la détérioration des conditions de vie des larges masses, y compris petites bourgeoises – et non à la suite de complots bourgeois –, ne pouvaient que s'aligner sur l'une ou l'autre des forces bourgeoises ou impérialistes en l'absence de polarisation de classe. S'il avait existé une situation révolutionnaire ou pré-révolutionnaire, c'est-à-dire une situation de polarisation sociale où au moins une fraction du prolétariat commençait à lutter sur des positions révolutionnaires de classe, toutes les forces bourgeoises ou impérialistes se seraient aussitôt réconciliées pour tenter de l'écraser. Ce n'était pas le cas ; comme toujours, cela n'a pas empêché les courants opportunistes d'« extrême »-gauche, révolutionnaires seulement en paroles, de courir après le « mouvement » et de se mettre à la remorque de ceux qui s'étaient hissés à sa tête.

Rien de tel en Biélorussie, qui n'a d'ailleurs pas du tout la même importan-

(Suite en page 16)

Biélorussie ...

(Suite de la page 15)

ce économique et stratégique que l'Ukraine

Jusqu'ici il n'existe pas, à notre connaissance, parmi les dirigeants de l'opposition un courant « anti-russe ». Le gouvernement Loukachenko se prétend victime d'une « révolution de couleur » ; mais c'est lui qui a fait des gestes d'ouverture en direction de l'UE et des Etats Unis, au point, dans un premier temps, de déclarer qu'il était menacé par une opération de déstabilisation organisée par la Russie. C'est lui qui a propagé le nationalisme et qui a remis à l'honneur la langue biélorusse (alors que 75% de la population parle le russe), etc.

En réalité l'UE n'a pas vis-à-vis de la Biélorussie les mêmes velléités d'accroître sa présence comme c'était le cas vis-à-vis de l'Ukraine, velléités qui se traduisaient alors par de multiples initiatives diplomatiques, des accords économiques, etc.

En outre les impérialismes ouest-européens, confrontés à l'heure actuelle à des actions hostiles des Etats-Unis, et pas seulement sur le plan commercial (Trump n'a jamais caché son souhait de désintégration de l'UE), ne veulent pas heurter la Russie. C'est particulièrement clair pour la France, où le gouvernement actuel a rompu avec l'alignement du gouvernement précédent sur les positions américaines et « néo-con », et appelle ouvertement à un rapprochement avec Moscou. L'Allemagne ne le dit pas aussi clairement, mais elle partage la même attitude.

L'UE a accepté la demande de la Pologne d'organiser une réunion sur la situation en Biélorussie, mais en mettant aussi à l'ordre du jour le Liban et les relations avec la Turquie – démonstration que la situation en Biélorussie n'est pas prioritaire pour les grands Etats de l'UE. Finalement cette « visio-conférence » n'a débouché que sur des mesures minimales ; l'analyse des commentateurs a été que l'UE laisse de fait à la Russie le soin de résoudre la crise de la manière la meilleure en faisant pression sur Loukachenko.

Aux Etats-Unis l'administration Trump, en butte à une âpre campagne des Démocrates sur sa supposée collusion avec le gouvernement russe, ne semble pas manifester une attention particulière vis-à-vis de la Biélorussie et d'ailleurs à l'heure actuelle elle n'est pas accusée par Loukachenko.

Il n'existe donc ni les conditions intérieures ni les conditions extérieures pour que des forces – indéterminées – aient organisé une situation à la Maïdan ; et cela n'est pas contredit par l'existence de petits groupes néo-fas-

cistes dénoncés à grand bruit par la propagande du régime ; ou par le drapeau blanc-rouge-blanc qui rappelle probablement aux biélorusses les premières années post soviétiques, pendant lesquelles il a été le drapeau officiel de 1990 à 1995, avant l'ère Loukachenko où le nouveau drapeau a été choisi. Pour les marxistes brandir le drapeau national, d'avant ou d'après 1995, a la même signification interclassiste, donc anti-prolétarienne.

3. Il est difficile de prévoir l'évolution de la situation. Il est bien possible que les actions de Loukachenko, véritablement **provocatrices** (et celles de Poutine), entraînent une « radicalisation » de l'opposition ; dans les grands pays capitalistes riches, le mécanisme démocratique sert précisément à prévenir une telle radicalisation en accordant la possibilité de remplacer le personnel politique, sans que la domination bourgeoise soit remise en cause. Dans les pays plus pauvres cette possibilité n'existe que très peu, soit que le sort et la fortune du clan bourgeois au pouvoir dépende direc-

tement de sa mainmise sur les organes du pouvoir ; soit que le capitalisme national n'ait pas une capacité suffisante de redistribution des richesses pour donner une crédibilité à ce mécanisme. Ce qui a tendance à aiguïser les contradictions politiques et sociales au lieu de les amortir.

Quoi qu'il en soit, le prolétariat ne peut arriver d'un coup ou rapidement à retrouver des armes de classe, et c'est d'autant plus difficile de l'attendre du prolétariat de Biélorussie qui n'a pas d'expériences de lutte (il semblerait qu'il n'y ait plus eu de grève depuis la grève du métro à Minsk en 1995, donc depuis la venue au pouvoir de Loukachenko). Malgré cela il s'est lancé dans une vague de grèves sans précédents.

Quelles que soient les limites, inévitables, de ces grèves à l'heure actuelle et leur issue, il faut les **saluer** sans hésitation ; il faut saluer ces premières manifestations du réveil de cette fraction du prolétariat d'Europe, comme un premier signe de ce qui devra se passer ailleurs mais sur des positions de classe effectives

24/8/2020

Les craintes de la Banque Mondiale pour la démocratie

La Banque Mondiale a publié le 7 octobre son rapport annuel sur la pauvreté dans la monde. Pour la BM la crise actuelle « a plongé plus d'économies dans une récession simultanée que n'importe quelle autre crise depuis 1870 » (1). Nous ne savons pas trop ce que signifie cette curieuse affirmation, étant donné que l'interdépendance des économies est aujourd'hui sans commune mesure avec ce qu'elle était il y a un ou deux siècles. Passons.

Ce qu'il faut retenir, c'est que les experts de la Banque avertissent que pour la première fois depuis un vingtaine d'années, « le taux mondial d'extrême pauvreté devrait augmenter en 2020 » : d'ici 2021 c'est 130 millions de personnes de plus qui devraient connaître cette situation tragique (moins de 1,9 dollar, soit 1,6 € par jour, de revenu).

Ce taux pourrait atteindre 7% de la population mondiale en 2030, alors que l'ONU avait fixé comme projet de le ramener à 3% en 2015; et auparavant elle avait eu l'objectif de faire disparaître l'extrême pauvreté dans le monde en... l'an 2000! Les faits montrent que le capitalisme est incapable d'éliminer la pauvreté, qu'elle soit ou non « extrême ».

Il est vrai que le taux de pauvreté monétaire avait reculé dans le monde ces dernières décennies, notamment avec la forte croissance économique en Chine et d'autres grands pays asiati-

ques. Mais déjà « les taux de pauvreté extrêmes au Moyen Orient et en Afrique du Nord avaient presque doublé entre 2015 et 2018, passant de 3,8 à 7,2 % » à la suite des guerres dans ces régions. La crise actuelle ne peut qu'accentuer les problèmes dans les pays pauvres.

Mais ce qui inquiète le plus la BM c'est que la « pandémie d'inégalités » engendrée par la crise « menacera de plus en plus de compromettre l'ordre social et la stabilité politique, voire la préservation de la démocratie ». Voilà le cauchemar des bourgeois, banquiers ou non: que l'ordre social soit menacé par des flambées de révoltes des masses précipitées dans la misère la plus noire et n'ayant plus rien à perdre.

La Banque Mondiale fait des propositions lénifiantes pour une « relance durable et inclusive » avec réduction des inégalités pour conjurer cette menace. Ce ne sont que des vœux pieux; il n'y a aucun doute à avoir: les bourgeois n'hésiteront jamais à se tourner vers des solutions de force pour défendre leur ordre et c'est sur le terrain de la force, **classe contre classe**, que les masses prolétariennes devront répondre et vaincre.

(1) Discours du président de la BM à Francfort, le 5/10. Consultable sur le site www.banquemondiale.org.

Belgique : un nouveau gouvernement pour une même politique anti-ouvrière

(Suite de la page 1)

classe dirigeante peut, le cas échéant, se passer sans difficultés.

Mais les élections avec ses partis et tout le système parlementaire, ont une fonction extrêmement importante pour la gestion de l'ordre établi : faire croire aux prolétaires et à la population en général que leur bulletin de vote est le facteur qui détermine le fonctionnement et la politique de l'Etat – et donc que les élections sont la meilleure ou la seule voie pour changer leur sort. La constatation que l'Etat fonctionne à l'identique indépendamment du résultat des élections est le meilleur démenti de cette croyance.

Ce constat fait gémir les soi-disant marxistes du PTB : « *Si les partis traditionnels deviennent interchangeables, pourquoi les gens prendraient-ils encore la peine d'aller voter ?* » (1). Question cruelle pour un parti qui se gargarise de son succès aux dernières élections...

Le nouveau gouvernement réunit les « catholiques » flamands, la droite libérale flamande et francophone, la famille socialiste flamande/francophone et les écologistes francophones/flamands. Il se présente comme un défenseur de l'Etat belge face aux partis d'extrême droite xénophobes et aux séparatistes. Il prétend aussi vouloir effectuer un tournant social après des années d'austérité.

Les directions syndicales collaborationnistes ont approuvé la formation de ce nouveau gouvernement : le syndicat chrétien CSC a salué une « *rupture de style positive* » tandis que la FGTB (socialiste) a renchéri en parlant d' « *une vraie rupture* » (2), notamment à propos de la sécurité sociale. Les trotskystes du PSL, tout en le jugeant « *plus qu'insuffisant* » reconnaissent ce « *virage social* » et estiment même que « *c'est un soulagement* » (3)!

Qu'en est-il vraiment ?

Si le gouvernement De Croo n'a pas annoncé de nouvelles mesures d'austérité, suivant l'exemple des autres gouvernements européens qui à ce stade de la crise les jugent contre-productives : la priorité est de maintenir un semblant d'unité nationale pour faire durer la paralysie des prolétaires qui a été renforcée par les mesures anti-covid. Mais ce n'est évidemment que partie remise ; tôt ou tard les gouvernements lanceront des attaques directes contre les prolétaires,

ne serait-ce que pour financer les divers « plans de relance » qui sont annoncés en grande pompe : pas question bien sûr de ponctionner les capitalistes pour restaurer le profit capitaliste !

Bien loin de représenter une rupture avec le précédent, le nouveau gouvernement est marqué par la **continuité** avec ce dernier. Il a notamment entériné le passage de l'âge de la retraite à 67 ans (alors que le PS disait vouloir la ramener à 65 ans), maintenu la baisse des charges sociales pour les entreprises ainsi que le blocage des salaires ; en outre les départs anticipés à la retraite pour les métiers les plus pénibles ont disparu et le gouvernement a annoncé une « *politique du retour déterminée* » des sans-papiers, c'est-à-dire une aggravation de la politique répressive actuelle.

Quant à sa fameuse promesse de faire passer progressivement le montant de la pension à 1500 euros, elle se révèle de plus en plus n'être qu'un bluff : ce ne sera que le montant brut, la date pour y arriver n'est pas fixée, il faudra avoir 45 ans de carrière (ce à quoi n'arrivent que la moitié des hommes et 10 % des femmes), etc.

De leur côté, les capitalistes vont continuer à bénéficier des mesures de soutien (plans de relance européen et plans régionaux), des dérogations à la réglementation sociale mises en place sous prétexte d'épidémie, tandis que les licenciements se multiplient : selon les chiffres de la Banque Nationale, en juin

« plus de 185000 » personnes avaient perdu leur emploi depuis le début de la crise. Et ce n'est qu'un début, le taux de chômage devant passer de 8,9% l'an dernier à 10,7% cette année selon les dernières prévisions du Bureau du Plan en septembre (l'économie se contractant de 7,4%). Toujours d'après une enquête de la BN, les travailleurs des catégories les moins favorisées auraient subi une perte de revenu de l'ordre de 30%...

La conclusion est claire : les prolétaires n'ont rien de bon à attendre du gouvernement PS-Libéraux-Ecolos dont seul « le style » a changé par rapport au gouvernement de droite Michel. Mais ils n'ont rien à attendre non plus des organisations syndicales enracinées dans la collaboration de classe avec les patrons et l'Etat bourgeois.

Ce n'est que par leur propre lutte qu'ils pourront se défendre contre les attaques des capitalistes et les ravages de la crise, en reprenant les méthodes et les moyens de lutte classistes, pour la défense exclusive de leurs intérêts de classe, en refusant de se laisser prendre au piège de la défense de l'économie nationale ou régionale. La paralysie actuelle ne durera pas éternellement et de durs combats contre le capitalisme attendent les prolétaires en Belgique comme ailleurs.

11/10/2020

(1) <https://www.ptb.be/>

(2) <https://trends.levif.be/economie/politique-economique/>

(3) <https://fr.socialisme.be/>

(4) Communiqué de presse du 17/6.

La CWO-TCI renie la dictature de classe au profit de la « vraie démocratie »

La «Tendance Communiste Internationaliste» (TCI) a succédé, en 2009, au «Bureau International pour un parti révolutionnaire» (BIPR). Elle regroupe principalement le Partito comunista internazionale en Italie (connu par le nom de son journal *Battaglia Comunista*) et la Communist Workers Organisation (CWO) en Grande-Bretagne, (organisation d'origine conseilliste), et des groupes dans différents pays. En France elle publie *Bilan et perspectives*.

La TCI se réclame de l'héritage du marxisme et plus précisément de la Gauche communiste d'Italie. Mais en fait elle s'en écarte toujours davantage, à mesure que fait se sentir avec de plus en plus d'insistance l'héritage conseilliste de la CWO.

La TCI affirme dans sa présentation sur son site Internet que : « *Le renversement du capitalisme n'est possible que par une révolution, c'est-à-dire la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, à l'extérieur et à l'encontre de toutes les voies pseudo-démocratiques (élections, réformes, etc.); des mécanismes qui sont spécialement conçus pour éviter tout changement radical de société. Le forum de notre "démocratie", les organes de pouvoir de la révolution, seront les conseils ouvriers, des assemblées de masse dans lesquelles des délégués se verront confier des mandats spécifiques et qui seront révocables en tout temps. Mais*

(Suite en page 18)

La CWO-TCI renie la dictature de classe au profit de la « vraie démocratie »

(Suite de la page 17)

ces organisations ne deviendront jamais de véritables organes du pouvoir prolétarien sans l'adoption d'un programme clair ayant pour objectif l'abolition de l'exploitation et, en conséquence, l'élimination des classes et l'édification d'une société "de producteurs librement associés" qui travaillent pour la satisfaction des besoins humains. Ce programme ne tombera pas du ciel, mais sera le produit de la conscience de la fraction de la classe ouvrière qui tente de comprendre les leçons des luttes du passé et qui se regroupe à l'échelle internationale pour former un parti qui lutte contre le capitalisme et pour le socialisme à l'intérieur des conseils ouvriers» (1).

On remarque déjà que, après avoir affirmé son opposition aux «voies pseudo [sic!]-démocratiques», lorsqu'elle veut caractériser le pouvoir politique issu de la révolution, la TCI parle de **démocratie** et pas de **dictature du prolétariat** – qui est pourtant selon Marx une notion centrale de ses thèses. Le marxisme n'est pas opposé aux élections parce qu'elles ne seraient pas **vraiment** démocratiques, mais parce qu'elles reposent précisément sur le **mensonge** démocratique selon lequel tous les individus, quelle que soit leur classe sociale, possèdent au même titre la capacité de décider de l'orientation et de l'action de l'Etat.

Un autre point à remarquer est la mise au premier plan des «conseils ouvriers» dans cette «démocratie» et l'affirmation que, pour que ceux-ci jouent leur rôle, il faudra qu'ils adoptent un programme clair de révolution sociale. On pourrait voir là une allusion alambiquée à la nécessité que le parti de classe devienne la force dominante dans ces conseils (sans quoi ils ne sont que d'«informes parlements ouvriers» – Trotsky, «Terrorisme et communisme»), sauf que ce programme n'existe **pas encore**: il sera produit par la conscience de l'avant-garde ouvrière – le parti – agissant dans ces conseils! C'est au fond logique pour une organisation qui affirme, dans sa plate-forme (2), n'être pas le parti ni «son seul noyau existant» (?) étant donné qu'il faudra au préalable «clarifier» ce programme entre les futures composantes de ce parti. Or un parti se définit d'abord par son programme; si ce programme n'est pas clarifié on peut au mieux constituer une «Tendance» ...

Rien d'étonnant alors si les tâches

du futur parti, notamment dans la période du pouvoir prolétarien, sont minimisées, la TCI prenant soin d'affirmer qu'il ne devra pas «se substituer à la classe (selon les abstractions métaphysiques des bordiguistes)». Cette accusation de «substitutionnisme» n'est pas nouvelle; elle a été historiquement lancée contre les bolcheviks d'abord dans la période prérévolutionnaire, puis après la prise du pouvoir. Trotsky y a répondu de façon magistrale: «On nous a accusés plus d'une fois d'avoir substitué à la dictature des soviets celle du parti. Et cependant, on peut affirmer sans risquer de se tromper, que la dictature des soviets n'a été possible que grâce à la dictature du parti : grâce à la clarté de sa vision théorique, grâce à sa forte organisation révolutionnaire, le parti a assuré aux soviets la possibilité de se transformer, d'informes parlements ouvriers qu'ils étaient, en un appareil de domination du travail. Dans cette "substitution" du pouvoir du parti au pouvoir de la classe ouvrière, il n'y a rien de fortuit et même, au fond, il n'y a là aucune substitution. Les communistes expriment les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière. Il est tout à fait naturel qu'à l'époque où l'histoire met à l'ordre du jour ces intérêts dans toute leur étendue, les communistes deviennent les représentants reconnus de la classe ouvrière dans sa totalité» (3). Défendre le rôle primordial du parti n'a rien à voir avec du substitutionnisme; le parti n'est pas seulement la fraction la plus avancée du prolétariat, il est l'**organe** indispensable à ce dernier pour mener la lutte révolutionnaire en tant que classe contre le capitalisme et pour exercer son pouvoir après la révolution; c'est le processus décrit par le «Manifeste du Parti Communiste» d'**«organisation en classe donc en parti politique»** du prolétariat puis sa **«constitution en classe dominante»** (4). Le programme du parti étant la synthèse des leçons des batailles prolétariennes du passé, il doit exister **avant** le retour des périodes révolutionnaires pour permettre d'agir de façon correcte dans ces moments; il n'a pas à être réécrit ou clarifié à tous les tournants historiques par la discussion entre groupes hétérogènes ou par l'expression de la «conscience» à un moment donné de l'avant-garde. Prétendre le contraire est une attitude révisionniste, un reniement honteux (non affirmé ouvertement pour le moment) de l'héritage de

la Gauche communiste d'Italie.

Cette déclaration de principes pour le moins confuse se traduit dans sa propagande par l'aplatissement sur le démocratisme bourgeois.

Un article récent posté sur son site Internet (leftcom.org), et initialement publié dans le n°48 du bulletin de la CWO, *Aurora*, est intitulé «Workers' Democracy is the Only Real Democracy» («La démocratie ouvrière est la seule vraie démocratie») (5). Rien que cette affirmation est totalement opposée au marxisme : les communistes ne cachent pas mais affirment **ouvertement** que le pouvoir prolétarien sera **dictatorial**, excluant de la vie politique les classes ennemies et leurs représentants, y compris déguisés en «socialistes» ou «révolutionnaires», et que sa direction sera aux mains du **parti unique** de classe. La «vraie» démocratie n'est qu'un slogan creux pour duper les prolétaires et camoufler une des formes de la dictature bourgeoise.

Le contenu de l'article est du même acabit. La CWO nous apprend que «*Sous le capitalisme, nous [qui ? Le corps électoral dans son ensemble? Les prolétaires ? Les militants de la TCI?] élisons des représentants en tant que membres du Parlement (...). Une fois élu, il est peu probable que nous voyions "notre député" au cours des 4 ou 5 prochaines années lorsqu'ils reviendront demander notre vote une fois de plus. Au Parlement, que font-ils ? Habituellement, ils votent pour leur propre parti, ou parfois ils se rebelleront et voteront comme ils l'entendent. Les députés n'ont aucune obligation de voter selon les souhaits de ceux qui ont voté pour eux. Voilà ce que signifie la représentation. Vous confiez au député d'agir pour vous et vous n'avez absolument pas le pouvoir de le changer jusqu'aux prochaines élections. Et bien sûr il est exclu que le parlement envisage les changements fondamentaux pour que chacun ait son mot à dire: comment garantir que la communauté*

El Proletario

Órgano del partido comunista internacional

No 20 / Julio de 2020

- El mundo capitalista en un volcán
- Después de la pandemia de coronavirus, ¿nada será igual?
- Clases medias
- En Nissan 3.000 despidos directos y otros 13.000 indirectos. Lo que no cierra hoy, lo hará mañana

Precio del ejemplar: Europa : 1,5 €, 3 FS; América latina: US \$ 1,5; USA y Cdn: US \$ 2.

dans son ensemble [?] décide de ce qui est produit. (...) Comment décider ce qui est le mieux pour la communauté au lieu de calculer les profits et les pertes (...)».

Le problème serait donc l'arbitraire des élus à cause de l'absence de contrôle des électeurs sur eux entre deux élections. On a l'impression de lire les pleurnicheries des partisans du «référendum d'initiative citoyenne» ou du «référendum révocatoire» comme il en existe aux États-Unis, ou les creuses rêveries anarchistes sur la «démocratie directe».

Le CWO n'en reste pas là et elle présente à ses lecteurs son modèle de démocratie : « dans la démocratie de la classe ouvrière qui émergera pendant la révolution pour renverser le capitalisme, chaque assemblée élit des **délégués**, pas des représentants. Ils sont mandatés pour réaliser les souhaits de leur collectivité. S'ils constatent qu'ils ne peuvent pas le faire, ils retournent dans la communauté de base et les persuadent de changer de cap ou sont remplacés par un autre délégué. »

Voici la «démocratie ouvrière» : des assemblées qui représentent la «collectivité», la «communauté» et dont les délégués ont un mandat impératif. Ce

mandat est le vieux rêve des républicains bourgeois du XIXe qui espéraient faire revivre la révolution jacobine... bourgeoise. Quant à cette «collectivité» dont sont élus ces délégués, c'est un ensemble dont la nature reste indistincte.

En fait la «démocratie ouvrière» de la CWO n'est qu'une version idéale de la démocratie bourgeoise. Il est significatif de ce point de vue que l'article ne dénonce que «les Trump, les Bolsonaro, les Poutine et les Xi Jin Ping» – ceux-là mêmes que les bourgeois occidentaux critiquent à grand bruit pour leurs pratiques «anti démocratiques»; est-ce par hasard que le journal d'une organisation prétendument révolutionnaire britannique ne rajoute pas à sa liste le premier ministre de Sa Majesté, Boris Johnson? Ne serait-ce pas une adaptation au courant dominant de la propagande des médias?

Les marxistes doivent s'opposer sans relâche à cette propagande démocratique omni présente car sa fonction est fondamentalement anti prolétarienne: elle a pour but d'entraver au maximum l'organisation et la lutte des prolétaires sur des bases **de classe**, en faisant croire qu'il leur serait possible, par le vote de la «communauté» nationale dans son ensemble, toutes classes con-

fondues, d'obtenir tranquillement le succès de leurs revendications, «immédiates» ou «générales».

Mais par ailleurs la caractéristique fondamentale du pouvoir révolutionnaire prolétarien – la dictature du prolétariat – ne réside pas dans la forme politique qu'il revêt, contrairement à ce que s'imaginent les conseillistes car celle-ci peut se modifier selon les époques et les pays: par exemple si la révolution avait éclaté en Italie en 1920, le rôle des conseils ouvriers (soviets) aurait été rempli par les bourses du travail (*camera del lavoro*) qui étaient alors les organes de centralisation et d'extension des luttes ouvrières.

LA RÉVOLUTION N'EST PAS UN PROBLÈME DE FORME D'ORGANISATION

Pour donner une illustration de la façon marxiste d'aborder la question, nous allons citer quelques courts extraits du «Principe démocratique» en invitant le lecteur à le lire dans son intégralité (6). C'est un article dont la TCI devrait se revendiquer puisqu'il a été écrit en 1922 par le représentant le plus

(Suite en page 20)

Claudio

Claudio Pissarello est décédé le 10 février à Gênes (Italie).

Il avait fréquenté diverses organisations politiques d'extrême gauche, comme «Lotta Comunista», avant de prendre contact avec nous en 1997.

C'était un camarade qui posait toujours de nombreuses questions, d'ordre politique et théorique, tant sur l'histoire passée du parti que sur la période qui suivit la crise interne de 1982-84 ; sa curiosité politique se combinait avec un militantisme pratique par lequel il démontrait son attachement réel au parti. Militantisme pratique entendu comme diffusion du journal, organisation de rencontres, contacts avec des éléments qu'il connaissait et auxquels il proposait notre presse et participation aux réunions.

Après environ un an et demi en tant que sympathisant, il devint un militant à part entière, et il constitua une section locale constituée de très peu d'éléments mais très active. Sa zone «d'intervention» ne se limitait pas à Gênes, mais s'étendait à d'autres villes de la côte. A plusieurs reprises, comme lors des manifestations de 2001 à Gênes au moment du G8, nous avons pu constater physi-

quement la tension que Claudio mettait dans cette activité.

Il travaillait dans un dépôt des transports publics, entretenant des relations politiques plutôt distendues avec ses camarades de travail; par exemple en décembre 2003, lors de la grève totale des tramways de Milan et ailleurs, en rupture avec les syndicats tricolores, Claudio qui diffusait nos tracts et notre journal auprès de ses collègues du dépôt, expliquait qu'il n'avait même pas eu avoir une discussion avec l'un d'entre eux ; comme quoi il ne suffit pas d'être un prolétaire pour avoir la volonté de se battre en dehors des habitudes de la collaboration de classe ...

Sa propension à faire de la diffusion du journal le pivot de son activité politique (lors des manifestations, des grèves, des ventes de rue, du porte-à-porte, il rivalisait avec sa compagne de l'époque pour voir qui vendait le plus) le poussait à croire que la diffusion du journal suffirait pour attirer de nouveaux adhérents. Mais tous ces efforts ne débouchaient pas sur un accroissement numérique du parti.

Nous l'avons continuellement averti qu'on ne pouvait pas s'attendre à ce type de résultat en l'absence d'une reprise significative de la lutte prolétarienne sur le terrain de classe; et qu'il était encore moins concevable que ce résul-

tat puisse être obtenu par des expédients tactiques qui atténueraient notre intransigence classique, comme par exemple l'utilisation du terrain électoral.

La question du «parlementarisme révolutionnaire» – tactique à laquelle la gauche communiste d'Italie était fondamentalement opposée, mais qu'elle appliqua par discipline à l'égard de l'Internationale communiste – fut en effet le noyau des désaccords qui se firent jour; finalement, après un peu plus de six ans de militantisme dans notre parti, Claudio et sa compagne quittèrent l'organisation, rupture qui se fit sans drames. Comme soutenait Amadeo Bordiga, ceux qui n'ont plus envie de suivre notre travail, notre ligne, notre praxis, n'ont qu'à nous quitter et prendre une autre toute.

C'est ce que fit Claudio en expliquant tout simplement qu'il n'était plus d'accord avec nous.

Il n'était pas dans son tempérament de se retirer dans la vie privée. Il est resté abonné à notre journal jusqu'à sa mort car, disait-il, cela l'aidait à comprendre de nombreux points auxquels il ne trouvait pas de réponses ailleurs.

Nous nous en souviendrons comme il faut s'en souvenir: comme d'un prolétaire communiste, peu importe à quel groupe politique il ait consacré à tel moment ses forces.

La CWO-TCI renie la dictature de classe au profit de la « vraie démocratie »

(Suite de la page 19)

éminent de la Gauche communiste d'Italie, Amadeo Bordiga. Celui-ci pose la question: peut-on définir le pouvoir prolétarien d'après la révolution comme «une démocratie prolétarienne»? Et il répond: «(...) Il se peut qu'on arrive à la conclusion que le mécanisme démocratique est utilisable, avec certaines modalités, tant que l'évolution même des choses n'en aura pas produit de plus adapté; mais il faut bien se convaincre que nous n'avons pas la moindre raison d'établir a priori le concept de souveraineté de la "majorité" du prolétariat». Horreur! s'exclameront tous les démocrates, y compris d'«extrême» gauche...

Mais Bordiga explique: «L'Etat prolétarien, en tant qu'organisation d'une classe contre d'autres classes qui doivent être dépouillées de leurs privilèges économiques, est une force historique réelle qui s'adapte au but qu'elle poursuit, c'est-à-dire aux nécessités qui sont sa raison d'être. A certains moments l'impulsion pourrait lui être donnée aussi bien par les plus larges consultations de masse que par l'action d'organes exécutifs très restreints munis des pleins pouvoirs; l'essentiel est de donner à cette organisation du pouvoir prolétarien les moyens et les armes nécessaires pour abattre le privilège économique bourgeois et les résistances politiques et militaires bourgeoises, de façon à préparer ensuite la disparition des classes elles-mêmes, et les modifications toujours plus profondes de ses propres tâches et de sa propre structure.

Une chose est sûre: tandis que la démocratie bourgeoise n'a pas d'autre but réel que de priver les grandes masses prolétariennes et petites bourgeoises de toute influence dans la direction de l'Etat, réservée aux grandes oligarchies industrielles, bancaires et agrariennes, la dictature prolétarienne, elle, doit pouvoir entraîner dans la lutte qu'elle incarne les couches les plus larges de la masse prolétarienne et même semi-prolétarienne.

Mais seuls ceux qui sont influencés par des préjugés peuvent s'imaginer que pour atteindre ce but il suffit d'instaurer un vaste mécanisme de consultation électorale: cela peut être trop, ou – le plus souvent – trop peu, car on inciterait ainsi beaucoup de prolétaires à s'en tenir à cette forme de participation en s'abstenant de prendre part à des manifestations plus

actives de la lutte de classe. D'autre part, l'acuité de la lutte dans certaines phases exige une promptitude de décision et de mouvement, et une centralisation de l'organisation des efforts dans une direction commune.

(...) Dans la dictature du prolétariat, le mécanisme constitutionnel de l'organisation d'Etat n'est pas seulement consultatif, mais en même temps exécutif, et la participation aux fonctions de la vie politique, sinon de toute la masse des électeurs, du moins d'une large couche de leurs délégués, n'est pas intermittente mais continue. Il est intéressant de constater qu'on y parvient sans nuire, bien au contraire, au caractère unitaire de l'action de tout l'appareil d'Etat, grâce précisément à des critères opposés à ceux de l'hyper-libéralisme bourgeois: c'est-à-dire en supprimant pratiquement le suffrage direct et la représentation proportionnelle, après avoir foulé aux pieds, comme nous l'avons vu, l'autre dogme sacré du suffrage égalitaire.

(...) Nous tenons à bien faire comprendre que nous n'attribuons à ces formes d'organisation et de représentation aucune valeur intrinsèque: ce que nous voulons démontrer se traduit dans une thèse marxiste fondamentale que l'on peut énoncer ainsi: "**la révolution n'est pas un problème de formes d'organisation**". La révolution est au contraire un problème de contenu, un problème de mouvement et d'action des forces révolutionnaires dans un processus incessant, que l'on ne peut théoriser en le figeant dans les diverses tentatives de "doctrine constitutionnelle" immuable ».

Elle ne peut donc se caractériser par une forme de représentation politique particulière – et encore moins par une forme démocratique «supérieure», mais par son action pour renverser et déraciner le capitalisme dans le monde entier!

(1) cf. <http://www.leftcom.org/fr/about-us>

(2) La «Plate-forme de la TCI» est disponible en français sur son site (leftcom.org) depuis le 1/10/20

(3) Trotsky, «Terrorisme et communisme», Ed Prométhée, p.119.

(4) «Le Manifeste...», ch. 1 «Bourgeois et prolétaires»

(5) *Aurora* n° 48 (octobre 2019)

(6) L'article se trouve dans le recueil «Parti et classe», Textes du PCI international n°2

Lisez, diffusez, soutenez la presse internationale du parti ! Souscrivez !

- «le prolétaire»
Journal bimestriel
- «Programme communiste»
Revue théorique
- «il comunista»
Journal bimestriel en italien
- «el programa comunista»
Revue théorique en espagnol
- «Suplemento Venezuela»
al "el programa comunista"
- «el proletario»
Journal en espagnol
- «Proletarian»
Supplément en anglais à
«le prolétaire»

Notre site Internet :

www.pcint.org

Adresse e-mail :

leproletaire@pcint.org

Points de contact:

Aix, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

CORRESPONDANCE :

Pour la France : Programme, B.P. 57428 , 69347 Lyon Cedex 07
Pour la Suisse : L'adresse sera prochainement modifiée. Pour contact, écrire à l'adresse de Lyon.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Troisième liste 2020

Gilbert: 42,50 / Paris: 2400,00 /

Roland: 15,79 / Gen: 280

Total liste: 2738,29

Total général: 4963,79

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981.

Versements: timbres-poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. Abonnement au «prolétaire»: 7,5 € / 30 FS / £ 10. Abonnement de soutien: 15 € / 60 FS / £ 20. «programme communiste» (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. Abonnement: le prix de 4 numéros. Abonnement de soutien: 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. «il comunista», le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. Abonnement: 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. Abonnement de soutien: 27 € / 70 FS / £ 27. «el programa comunista», le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. Prix de soutien, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. Imprimé par nos soins.